

# Le Marxisme Vivant

Revue de Théorie et Politique Internationale  
n° 14 - 2007

Cette brochure est l'édition en langue française de *quelques articles* de la revue *Marxismo Vivo - n° 14* (2007) publiée en espagnol (voir [www.marxismovivo.org](http://www.marxismovivo.org)).

**Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale**  
[www.litci.org](http://www.litci.org)

## Présentation

Dans Le Marxisme Vivant n° 2, de 2000, nous avons fait une invitation aux divers courants du marxisme révolutionnaire pour participer à un débat autour de la question du rôle d'Israël dans le Moyen-Orient et, dans cette même revue, nous avons posé la question : « La paix dans le Moyen-Orient est-elle possible, aussi longtemps qu'existe l'Etat d'Israël ? »

Lamentablement, en ce moment, personne n'a répondu à notre question, mais aujourd'hui, les masses libanaises l'ont fait de façon décidée. Pour garantir la paix dans la région, elles ont été obligées de faire face, militairement, à la puissante armée sioniste, financée et armée par les Etats-Unis. Et ce qui est plus important, ils l'ont mise en échec, politiquement et militairement.

De cette manière, la lutte pour la destruction de l'Etat d'Israël se trouve maintenant à un autre niveau. On ne peut comprendre le bilan de cette nouvelle réalité que dans le cadre de la situation révolutionnaire mondiale, qui pose de manière aiguë la nécessité d'avancer résolument en direction de la construction des directions révolutionnaires de la classe ouvrière au niveau national et international.

En essayant de répondre cette nécessité, ce numéro de Marxisme Vivant aborde, en plus d'analyser la défaite d'Israël et ses conséquences, la question de la construction de la direction révolutionnaire, depuis deux angles différents. D'une part, nous analysons les raisons qui ont mené la direction castriste, qui en son temps a dirigé une révolution, à être actuellement en train de diriger la restauration du capitalisme à Cuba. Et, d'autre part, nous analysons la naissance et le développement d'une nouvelle alternative de direction pour la puissante classe ouvrière brésilienne, la Conlutas.<sup>1</sup>

Cet important débat sur la construction de la direction révolutionnaire est nécessairement polémique et les pages de notre revue font partie de cette polémique. Comme le lecteur pourra voir, dans les articles de Martín Hernández et de Jerónimo Castro, on trouvera deux bilans différents sur le castrisme et, plus spécifiquement, sur le rôle de Che Guevara. Ce débat est fondamental et nous nous réjouissons qu'il soit développé dans notre revue. Sans un bilan clair qui explique le naufrage de ce qui a été, en son temps, l'espoir d'une alternative de direction révolutionnaire au niveau international, il est impossible de construire la nouvelle direction.

<sup>1</sup> Cette introduction fait référence à l'édition complète en espagnol. Dans cette traduction, les articles sur la Conlutas n'ont pas été inclus.

2,00 €

Adresse de contact en Belgique: lct.cwb@gmail.com

Ed. resp. J.Talpe-rue de l'Elan 73-b10 - 1170 Bxl:

# Cuba

## Après Fidel, quoi ?



**Martín Hernández**

Membre de la direction de la  
Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième  
Internationale

Les spéculations vont bon train ces dernières années sur le sort de Cuba sans Fidel. Elles ont eu un regain d'intérêt et ont donné lieu à d'importantes confrontations politiques à partir du moment où

Fidel Castro a été soumis à une intervention chirurgicale qui l'a obligé à passer les commandes à son frère Raúl.

Au moment d'écrire cet article, on ne sait pas si Fidel va reprendre ses fonctions à la tête du gouvernement cubain ou si, au contraire, son éloignement sera définitif. Les autorités cubaines gardent le secret sur le sujet alors que des représentants d'autres gouvernements donnent des informations contradictoires. Hugo Chávez, le président du Venezuela, a visité Castro à l'hôpital et dit que celui-ci se rétablit et retournera prochainement à ses anciennes fonctions. Des représentants du PT brésilien, étroitement liés au gouvernement cubain, ont informé par contre que l'éloignement de Castro est définitif.

Il est logique que cette situation provoque tant de spéculations et de débats. Fidel a été le dirigeant suprême de la révolution et a été à la tête du gouvernement de son pays pendant presque 50 ans. D'autre part, il faut considérer qu'à partir des « processus de l'Est européen » (restauration et révolution), il est difficile de penser qu'à Cuba la succession de Fidel Castro se fera sans confrontations et crises.

### **Retour au capitalisme ?**

La grande majorité de la gauche considère que le capitalisme a été restauré dans l'ex-URSS et dans tout l'Est européen, mais pas à Cuba. Personne ne nie les pressions restorationnistes mais on considère que le capitalisme n'a pas été réintroduit à Cuba, vu la résistance de la direction, particulièrement de Fidel lui-même.

Cuba serait ainsi un des derniers « bastions socialistes ». Les preuves présentées pour démontrer cette caractérisation sont variées : les discours de Fidel contre l'impérialisme et pour le socialisme; la continuité du blocus économique de la part des Etats-Unis et l'hostilité permanente et croissante de la bourgeoisie exilée aux Etats-Unis (les « gusanos ») contre le gouvernement cubain.

Pour celui qui raisonne ainsi, la crainte pour ce qui pourrait arriver avec l'éloignement de Fidel est largement justifiée : l'impérialisme américain, avec les « gusanos », pourrait profiter de la situation pour restaurer le capitalisme dans l'Île.

Il est vrai, sans aucun doute, qu'ils essayent de profiter de l'actuelle situation. Mais il n'est pas correct de dire que l'objectif est de restaurer le capitalisme, pour la simple raison qu'à Cuba, le capitalisme a déjà été restauré.

Au niveau de la gauche radicale, il n'y a jamais eu d'accord sur le caractère de l'Etat cubain après la révolution qui a porté Fidel Castro au pouvoir. Certains parlaient d'un « Etat socialiste », d'autres d'une « économie populaire », sans parler de ceux qui ont caractérisé l'économie cubaine comme « capitalisme d'Etat ». De notre part, nous avons considéré qu'à partir de l'expropriation de la bourgeoisie à Cuba, ce pays est devenu un « Etat ouvrier bureaucraté ».

Démontrer laquelle des définitions est la plus correcte, dépasse l'objet de cet article, mais il y a un fait sur lequel il y a accord général : à partir de la rupture avec l'impérialisme et l'expropriation de la bourgeoisie, l'Etat cubain a subi un changement qualitatif. L'économie capitaliste y a cessé d'exister et un Etat d'un nouveau type est apparu, où ne régnait plus l'anarchie du capital mais une économie planifiée. De cette manière, l'Etat cubain, bien que faisant partie de l'économie mondiale, était une partie contradictoire de cette économie, tout comme la Chine et l'ensemble des Etats de l'Est européen l'étaient.

Cette description succincte de l'Etat cubain issue de la révolution, est probablement partagée par la vaste majorité de la gauche. Ceci dit, nous sommes d'avis qu'un Etat de ce type, indépendamment du nom qu'on lui donne, n'existe plus. C'est pourquoi nous disons que l'impérialisme n'a pas pour but de restaurer le capitalisme, pour la simple raison qu'il a déjà été restauré. Le véritable débat concernant Cuba, la direction castriste, les « gusanos », le gouvernement américain et l'im-

périalisme européen, n'est pas s'il y aura restauration ou non, avec l'éloignement possible de Fidel. Le débat est sur la façon dont continuera la restauration, et c'est là qu'apparaissent différentes positions politiques, en fonction des différents intérêts économiques en jeu.

### **La restauration**

Il y a une résistance énorme dans l'ensemble de la gauche au niveau mondial pour reconnaître que le capitalisme a été restauré à Cuba. Toutefois, si nous analysons la réalité, et non seulement les discours de la direction castriste, la restauration apparaît comme un fait incontestable.

L'existence d'une économie « non-capitaliste » n'était pas fondée sur des discours mais essentiellement sur trois piliers économiques. D'abord, le gros des moyens de production était de propriété étatique ; deuxièmement, la quantité et la qualité de la production n'étaient pas déterminées par les lois du marché mais par un plan économique central auquel toutes les entreprises étaient subordonnées et, finalement, tout le commerce extérieur, c'est-à-dire que, tout ce que le pays achetait et vendait, était monopolisé par l'Etat.

Ces trois piliers économiques étaient la base des conquêtes économiques et sociales obtenues par Cuba. Et voilà que ces trois piliers n'existent déjà plus. C'est pourquoi nous ne pouvons pas dire aujourd'hui qu'il y a une économie « non-capitaliste » à Cuba. Et c'est aussi la raison pour laquelle les conquêtes de la révolution sont en train de se perdre l'une après l'autre.

Les concessions au capitalisme ont commencé à la fin des années 70 mais c'est en 1990, en accord avec le processus qui a eu lieu dans l'ex-URSS et l'Est européen, que la restauration a connu un saut qualitatif à Cuba. A partir de ce moment, suivant l'exemple de ce qui est arrivé en Chine à partir de l'année 1978 et dans l'ex-URSS à partir de l'année 1986, les mesures pour démonter l'ancien Etat ouvrier se sont succédées, l'une après l'autre, à tel point qu'en peu de temps, le gouvernement a mis un terme au monopole du commerce extérieur par l'Etat et à l'économie planifiée de façon centralisée. Les anciennes entreprises de l'Etat ont cessé d'opérer sur la base d'un plan central et ont commencé à répondre aux orientations des lois du marché. Ceci est facilement vérifiable par un fait : la Junte Centrale de Planification, qui dirigeait l'économie planifiée, a simplement été dissoute.

Dans le cadre de ce processus de restauration, une loi approuvée par l'Assemblée Nationale en septembre 1995 a une grande importance, la Loi sur les Investissements Étrangers. Au moyen de cette loi, le troisième pilier économique de l'ancien Etat ouvrier (la propriété étatique des principaux moyens de production) a été détruit. Les entreprises étatiques ont commencé à être privatisées, non sur la base d'un capital national, mais sur la base du capital provenant fondamentalement de l'impérialisme européen. A partir de cette loi, pratiquement tous les secteurs productifs du pays ont été mis à la disposition du capital étranger, qui a commencé à s'associer avec des entreprises de l'Etat pour exploiter les ressources du pays. Les principaux « partenaires de Cuba » sont aujourd'hui l'Espagne, le Canada, l'Italie, la France et le Royaume-Uni, dans cet ordre.

L'entrée du capital étranger a eu lieu dans pratiquement toutes les branches de la production, à un rythme dévastateur. Actuellement, les entreprises mixtes (entre l'Etat et le capital étranger) dominent 100% de l'exploitation du pétrole, de l'industrie minière métallique, de la production de lubrifiants, des services téléphoniques, de la savonnerie, de la parfumerie et de l'exportation de rhum. Elles dominent 70% des agro-industries et des agrumes et 50% de la production de nickel et de ciment et du tourisme.<sup>1</sup>

Malgré toutes ces données, beaucoup d'analystes disent qu'il n'y a pas d'Etat capitaliste à Cuba parce qu'il y a encore beaucoup d'entreprises de l'Etat et parce que l'Etat conserve 51% des actions dans la majorité des entreprises mixtes.

Cette analyse n'a pas la moindre rigueur scientifique. Dans tous les Etats capitalistes, il y a des entreprises étatiques et mixtes. Mais ce n'est pas la quantité d'entreprises étatiques, ou le pourcentage qu'a l'Etat dans les entreprises mixtes, qui détermine le caractère de cette économie (ouvrière ou capitaliste). La question est de savoir, dans le cas de Cuba, si ces entreprises, mixtes et/ou étatiques, sont subordonnées à un plan économique central ou si elles sont subordonnées aux lois du marché, de l'offre et de la demande. Jusqu'à la fin des années 80, les entreprises à Cuba étaient subordonnées à un plan économique central, mais cette réalité a changé à partir des années 90 et c'est ce qui

---

<sup>1</sup> Source: Ministerio de Inversión extranjera y Colaboración

explique l'entrée massive du capital étranger à partir de ce moment. Par exemple, en 1990, il y avait dans l'ensemble de Cuba seulement sept accords d'association économique avec le capital étranger, pour un volume total de 100 millions de dollars, et ces accords étaient réservés au secteur du tourisme. Cinq années plus tard, en 1995, il y avait 212 accords d'association économique avec le capital étranger, avec un investissement de 2,1 milliards de dollars et comprenant 34 branches de l'économie.

### **Les relations de Cuba avec la bourgeoisie mondiale**

Pendant de nombreuses années, Cuba a dû supporter une agression permanente, politique, économique et même militaire, de la part de l'impérialisme américain et de ses alliés.

La révolution qui a renversé le dictateur Batista a triomphé le 1<sup>er</sup> janvier 1959. Au mois d'octobre de cette même année, le président des Etats-Unis, Dwight Eisenhower, a approuvé un plan de la CIA pour effectuer des actions terroristes dans l'Île, et au début de l'année 1960, les raffineries américaines de pétrole, installées à Cuba, ont commencé à boycotter la production. Les mois et les années suivants, ces agressions se sont multipliées.

En décembre 1960, les Etats-Unis ont cessé d'acheter du sucre cubain. En janvier 1961, ils ont rompu les relations. En avril de cette même année, environ 1.400 exilés cubains, formés et armés par la CIA, ont débarqué sur la Plage Girón (Baie des Cochinos) avec l'intention de renverser le gouvernement. En janvier 1962, Cuba a été exclu de l'Organisation des Etats Américains (OEA). En février, le président Kennedy a ordonné le blocus économique total de Cuba.

Au long de ces années, la CIA a préparé tant de tentatives pour tuer Fidel Castro que celui-ci était obligé de vivre pratiquement dans la clandestinité. Seulement durant l'année 1960, 8 complots pour l'assassiner ont été découverts.

Après tant d'agressions contre Cuba et contre Fidel, de nos jours beaucoup craignent que les Etats-Unis puissent profiter de la crise provoquée par le possible décès de Castro pour envahir l'Île. Mais les déclarations du gouvernement des Etats-Unis ne paraissent pas confirmer ces craintes. Malgré toute la politique guerrière du gouvernement Bush, Condoleza Rice a été très catégorique en déclarant qu'ils n'ont absolument aucune prétention d'envahir Cuba. La politique est

autre. Il s'agit de faire pression pour la légalisation des partis politiques et pour que le processus de succession de Fidel soit décidé dans les urnes. Dans ce cadre, Caleb McCarry, l'homme de Bush pour garantir la « transition à Cuba », a même déclaré que, si la majorité des Cubains votent pour le Parti Communiste, les Etats-Unis respecteraient le résultat.

Si nous observons l'actuelle politique des Etats-Unis et que nous la comparons avec l'antérieure (attentats contre Fidel, débarquement sur la Plage Girón, blocus, etc.), il s'avère évident qu'il y a un changement.

Trotsky disait, à propos de l'URSS et du gouvernement de Staline : *« Aussi longtemps que le monopole du commerce extérieur n'est pas aboli, aussi longtemps que le droit du capital n'est pas rétabli, l'URSS sera toujours pour la bourgeoisie du monde entier un ennemi irréconciliable, malgré tous les "bons offices" de ses dirigeants. »*<sup>2</sup>

Nous pouvons dire la même chose pour Cuba. Aussi longtemps que le monopole du commerce extérieur était de l'Etat et que les droits du capital n'étaient pas rétablis, la bourgeoisie du monde entier considérait Cuba comme un ennemi irréconciliable.

A partir des années 70, le gouvernement castriste a abandonné l'idée des premières années, d'essayer de répéter l'expérience cubaine dans d'autres pays. De cette manière, quand les sandinistes ont pris le pouvoir au Nicaragua, Fidel Castro leur a conseillé de ne pas y exproprier la bourgeoisie, de « ne pas faire un nouveau Cuba ». Mais ce changement de politique ne lui a servi à rien. La majorité de la bourgeoisie a continué à considérer Cuba comme un ennemi irréconciliable.

La bourgeoisie mondiale a seulement changé d'attitude quand les « droits du capital » ont commencé à être rétablis dans l'Île. A partir de là, le soutien a été tellement grand que la majorité des gouvernements, non seulement de l'Europe mais du monde, ont commencé à mettre en question le blocus américain. Par exemple, en novembre 2005, l'ONU a condamné pour la 14<sup>ème</sup> fois consécutive le blocus à Cuba par les Etats-Unis, une position soutenue par 182 pays.

---

<sup>2</sup> León Trotsky, *La Révolution trahie*



Cette nouvelle relation avec une bonne partie de la bourgeoisie mondiale a été « bénie » par le Pape Jean Paul II, qui a visité l'Île en 1998, et par le patriarche Bartolomé I, chef spirituel de 140 millions de chrétiens orthodoxes, qui l'a fait en 2004.

La politique de la bourgeoisie américaine a été différente de celle de la bourgeoisie européenne, mais pas tellement. Il y a d'importants secteurs qui revendiquent la fin du blocus et le rétablissement de pleines relations avec Cuba, ce que, d'autre part, revendique le gouvernement cubain. Si cela n'a pas encore été obtenu, c'est à cause de la pression qu'exerce la puissante bourgeoisie cubaine exilée aux Etats-Unis. Probablement, la majorité de ce secteur accepte seulement de renouer des contacts avec Cuba sur la base de la récupération du pouvoir et de leurs anciennes propriétés, mais ils ne sont pas parvenus à empêcher que les secteurs qui sont pour rétablir des relations avec l'actuel régime cubain deviennent de plus en plus importants.

C'est un fait que le nombre d'Américains qui visitent Cuba ne cesse d'augmenter. Ils ont été 230.000 (40.000 de façon illégale), uniquement en 2002. Mais ce ne sont pas seulement des touristes qui visitent l'Île. En mai de cette même année, Jimmy Carter, l'ex-président des Etats-Unis, a rendu visite à Cuba, et en décembre 2004, plus de 300 chefs d'entreprise américains ont voyagé à La Havane pour se réunir avec Fidel Castro.

Il y a d'autres faits qui montrent qu'une nouvelle relation est en train de s'établir entre les Etats-Unis et Cuba.

En 1988, le FBI a démonté une conspiration d'exilés cubains pour assassiner Fidel Castro et le juge américain James L. King a condamné six exilés à plus de 20 ans de prison pour avoir pris part au détournement d'un avion dans l'Île.

D'autre part, à partir du gouvernement américain lui-même, le blocus économique a commencé à être mis en question. Aujourd'hui, les Etats-Unis occupent la quatrième place, au niveau mondial, en ce qui concerne les exportations vers Cuba. Ceci est fondamentalement dû au fait que la puissante industrie pharmaceutique de ce pays exporte à Cuba, avec l'argument qu'il s'agit d'« aide humanitaire ». Cette manœuvre contre les « gusanos » n'a pu avoir lieu que parce qu'elle avait le soutien du gouvernement.

L'objectif de ces secteurs de la bourgeoisie américaine est évident : ne pas rester en marge du processus de recolonisation de l'Île, dirigé actuellement par l'impérialisme européen.

### **Bonapartisme et démocratie bourgeoise**

Pour tout analyste, il s'avère évident que, si Fidel Castro meurt ou est dans l'incapacité de continuer au gouvernement, le régime cubain va être extrêmement fragilisé. Ce serait une occasion exceptionnelle pour que l'impérialisme prenne le pouvoir au moyen des « gusanos ». Rien n'indique toutefois que la politique des américains, et moins encore de l'impérialisme européen, est de déstabiliser le régime. La politique peut changer dans le futur mais, pour le moment, elle paraît être celle de « **faire pression sans déstabiliser** ».

Pourquoi ne veulent-ils pas déstabiliser le régime cubain ? Parce que c'est avec ce régime que le capitalisme est en train de se restaurer. Et pourquoi alors les pressions pour une issue « démocratique » ? Parce que les différents secteurs de la bourgeoisie mondiale cherchent, par la légalisation des partis politiques, et au moyen des élections, à gagner du terrain dans le processus de restauration, tant par rapport aux autres secteurs bourgeois comme face au gouvernement lui-même qui, de nos jours, a le contrôle sur le processus, ce qui donne naissance à la formation d'une nouvelle bourgeoisie liée à l'Etat. Voilà l'essentiel, au niveau de la bourgeoisie et du gouvernement cubain, du débat sur la succession de Fidel.

La presse mondiale s'est faite écho des mobilisations des exilés cubains à Miami, ce qui a donné force à l'idée que les Etats-Unis prépareraient une invasion ou au moins une offensive brutale pour renverser l'actuel régime. Ce n'est toutefois pas l'avis des analystes les mieux informés. Par exemple, le journaliste et auteur argentin Andrés Oppenheimer,<sup>3</sup> un connaisseur de Cuba qui a travaillé de nombreuses années aux Etats-Unis, a écrit : « *En observant les derniers événements à Cuba depuis cette partie du globe, on a l'impression que la communauté internationale - y compris les Etats-Unis - ne sera pas pressée à chercher une transition rapide vers la démocratie dans l'île* ». <sup>4</sup>

---

<sup>3</sup> Andrés Oppenheimer. Ce journaliste et écrivain argentin a travaillé pour Associated Press et pour The Miami Herald. Il est auteur du livre "La hora final de Castro". En 1987, il a gagné le prix Pulitzer.

<sup>4</sup> Andrés Oppenheimer *La sucesión cubana en el mundo*. Nuevo Herald, 10/08/2006.

D'autre part, le même Oppenheimer cite une déclaration d'Emilio Cárdenas, un ex-ambassadeur argentin aux Nations Unies : « *Personne n'est pressé pour voir de grands changements à Cuba. Dans un premier temps, ceci pourrait signifier soutenir la direction de Raúl Castro* ». <sup>5</sup>

Pour comprendre cette contradiction (ne pas déstabiliser le régime bonapartiste et faire pression pour des changements), il faut faire une comparaison entre Cuba et les autres Etats capitalistes.

Les issues bonapartistes, dictatoriales, sont une alternative pour la bourgeoisie, quand il faut mettre de l'ordre dans les affaires de la bourgeoisie en fonction de l'intensité de la lutte de classes et/ou des confrontations entre bourgeois. C'est en ces moments que même les secteurs les plus « démocratiques » des patrons choisissent d'aller frapper à la porte des casernes. D'autre part, le bonapartisme est l'expression, dans la superstructure politique, de l'existence des monopoles. C'est pourquoi il y a une pression constante de l'économie mondiale pour des issues de ce type. Toutefois, ces régimes ne parviennent pas à se perpétuer parce que trois facteurs contraires interviennent normalement : les secteurs bourgeois eux-mêmes qui cherchent un espace plus grand pour se développer ; une tendance des gouvernements qui dirigent ces régimes à s'émanciper de la bourgeoisie qui les a placés au pouvoir ; et l'action des masses contre ces régimes.

Quand un régime bonapartiste est renversé, c'est toujours parce que ces trois facteurs interviennent, avec plus ou moins de force,.

Dans la plupart des Etats capitalistes, les régimes bonapartistes sont apparus après que le mécanisme traditionnel de la bourgeoisie pour exercer sa domination de classe, la démocratie bourgeoise, a été mis en question. Toutefois, dans le cas de Cuba, nous ne parlons pas d'un état bourgeois typique mais d'un état bourgeois qui est apparu comme produit de la restauration du capitalisme dans un Etat ouvrier. Dans ces cas, ce type de régime est une nécessité depuis le moment même de la naissance de l'Etat capitaliste. C'est la leçon que l'ensemble de la bourgeoisie paraît avoir apprise des autres processus de restauration.

Par exemple, dans l'ex-URSS, après la mise en route de la restauration du capitalisme, les masses sont sorties dans la rue pour faire face

---

<sup>5</sup> Ibidem

à ces régimes et le gros de la bourgeoisie mondiale a soutenu « allègrement » ce mouvement qui a fini par renverser l'appareil staliniste. Toutefois, cette réalité a posé de graves problèmes dans le processus de restauration. Au contraire, en Chine, la restauration, entamée en 1978, n'a pas mené à une confrontation des masses avec le régime. Ceci a permis que la restauration se fasse sans sursaut. En 1989, quand les masses sont descendues dans la rue et ont menacé de mettre un terme au régime dictatorial du PC, la possibilité est apparue qu'en Chine se répète l'expérience russe et que le processus de restauration passe par des difficultés, mais le gouvernement chinois est parvenu à contrôler la situation par un massacre, ce qui a eu comme conséquence un renforcement du caractère bonapartiste du régime.

La bourgeoisie mondiale aurait obtenu apparemment une grande victoire dans l'Est européen avec le surgissement de régimes démocratiques bourgeois dans les pays les plus importants de la région, et elle aurait été mise en échec en Chine parce que là, le régime dictatorial du Parti Communiste s'est réaffirmé par la répression. Toutefois, la bourgeoisie n'a pas vu les choses de cette manière et c'est ce qui explique que durant toutes ces années, c'est la Chine (malgré les obstacles de langue et de culture) et non l'Est européen, qui a été le destin des principaux investissements impérialistes.

Une donnée récente exemplifie le pourquoi de la position de l'impérialisme. Le coût de la main d'œuvre pour produire une voiture en Chine est de 170 dollars par véhicule, tandis qu'aux Etats-Unis il dépasse les 2.000 dollars. Voilà le « miracle chinois », impossible sans une dictature sanguinaire dans laquelle les travailleurs sont privés des moindres droits du travail.

C'est ce qui explique pourquoi la GM est parvenue à sortir de sa crise au niveau mondial en 2005, à partir de ses sites en Chine, et c'est la raison pour laquelle 50% de tous les produits exportés par les 500 multinationales les plus importantes de la planète sont fabriqués en Chine.

Du point de vue des intérêts des puissances impérialistes, une politique pour renverser le régime du PC chinois n'aurait aucun sens. De la même façon, une politique pour renverser le régime contrôlé par le PC cubain n'aurait pas de sens.

Le gouvernement cubain donne toutes les garanties aux entreprises impérialistes pour exploiter les ressources de l'Île. Il leur offre la possibilité d'engager une main d'œuvre hautement qualifiée en payant les salaires les plus bas du continent, et en plus, l'Etat garantit aux entreprises que ces travailleurs ne feront pas de grèves ni de réclamations. Ceci produit une plus-value énorme, laquelle peut être envoyée, presque sans restriction, à l'extérieur. A quoi de plus le capital international peut-il prétendre ?

Toutefois, l'existence d'un processus de restauration, dirigé par une dictature du Parti Communiste, crée des contradictions, non seulement à l'impérialisme américain mais aussi à l'Européen. Tous les deux voudraient avoir le contrôle total de ce processus, et de nos jours ils ne l'ont pas, ce qui fait qu'à partir de l'Etat apparaît une nouvelle bourgeoisie nationale, qu'aucun secteur impérialiste n'a intérêt à développer. C'est ce qui est à l'origine des pressions pour « démocratiser » l'Etat.

Nous avons déjà indiqué précédemment la contradiction qu'a la bourgeoisie américaine avec la bourgeoisie cubaine, ce qui l'empêche de disputer d'égal à égal avec l'impérialisme européen la recolonisation de Cuba. Mais la contradiction indiquée précédemment affecte aussi l'impérialisme européen et c'est pourquoi lui aussi, tout comme l'américain, fait pression pour des issues « démocratiques », bien qu'il ne travaille pas non plus pour renverser le régime cubain. Par exemple, en novembre 2004, le Parlement Européen a exigé de Cuba la libération des prisonniers politiques, et le président de l'Espagne, José Luis Zapatero, a exigé « des avancées rapides dans la démocratisation ». En octobre 2005, le Parlement européen a donné le Prix Sakharov des Droits Humains aux « Femmes en blanc », un groupe d'épouses de dissidents cubains emprisonnés en 2003.

Dans ce cadre, le gouvernement cubain n'a pas été insensible aux pressions et les Nord-américains commencent à reconnaître ce fait. D'un côté, le gouvernement cubain a libéré une série de dissidents, et d'autre part, il a permis au mois de mai 2005 la réalisation à La Havane d'une rencontre de 150 représentants de groupes adverses qui se sont réunis pour examiner un plan pour la transition politique dans l'Île. Face à ces faits le chef de la Section d'Intérêts des Etats-Unis à La Havane, Michael Parmly, a déclaré : « *un jour, le peuple cubain*

*rendra possibles les transformations, déjà entamées, qui conduiront à la démocratie* », et Caleb McCarry a déclaré à son tour que la question de la restitution des propriétés à leurs anciens propriétaires (les « gusanos ») ou l'indemnisation pour ces dernières, qui a toujours été la bannière centrale des Cubains exilés, est un sujet qui doit « être examiné », c'est-à-dire négocié.

### **La véritable crainte du gouvernement cubain**

La succession a déjà commencé, indépendamment du fait que le malade reprend ou non les tâches de gouvernement. Fidel a désigné son frère Raúl comme son successeur, presque comme dans une dynastie, et en plus, il a nommé un triumvirat de dirigeants plus jeunes, pour assumer le pouvoir de manière conjointe. Il s'agit de Ricardo Alarcón, président de l'Assemblée Nationale, Carlos Lage, actuel vice-président, et Felipe Pérez Roque, ministre de Relations Extérieures.

Tous ces mouvements se font sans qu'on connaisse le réel état de santé de Fidel Castro. L'information à ce sujet est devenue secret d'Etat.

Pourquoi tant de mystère ? Pourquoi ne divulgue-t-on pas un bulletin médical sur la santé de Fidel ? Si l'impérialisme n'essaye pas de renverser le régime castriste, qu'est-ce qui explique cette attitude du gouvernement ? Pourquoi a-t-on renforcé les mesures de sécurité ? Que craint le gouvernement cubain ?

Un fait de 1994 nous aide à dévoiler le pourquoi de tant de mystère et de préoccupation. Jon Lee Anderson, journaliste et auteur américain qui a vécu dix années à Cuba,<sup>6</sup> décrit de cette manière ce qui s'est passé en 1994, lors de la crise des « balseros ».<sup>7</sup> « *Dans l'apogée de la "période spéciale", après les chocs entre les autorités et ceux qui prétendaient émigrer, des centaines d'hommes et de jeunes sont allés manifester sur le Malecón. Castro s'est rendu sur les lieux, avec ses gardes du corps nerveux, et a pénétré dans la foule. Les manifestants avaient dans leurs mains des pierres et des briques mais, quand ils ont vu Castro, ils les ont laissé tomber au sol et ont commencé à applaudir. Le tumulte, qui se développait dangereusement, a commencé à se dissiper.* » Après avoir fait cette description, Anderson arrive à la

---

<sup>6</sup> Il est l'auteur d'une biographie de Che Guevara

<sup>7</sup> Les *balseros* étaient des gens qui, par milliers, se lançaient à la mer dans des embarcations improvisées (« balsas ») pour fuir la misère et chercher refuge aux Etats-Unis.

conclusion suivante : « *Il est difficile d'imaginer qu'un éventuel successeur de Castro aurait eu l'autorité pour prendre cette mesure, et la rébellion aurait pu se développer sur toute l'île* ». <sup>8</sup>

Une possible rébellion des masses est la principale préoccupation du gouvernement cubain.

Il peut sembler étrange pour les lecteurs de penser qu'une rébellion puisse arriver à Cuba, mais le gouvernement a raison d'être préoccupé, parce que la norme dans pratiquement tous les processus de restauration du capitalisme a justement été les rébellions de masses.

Il y a la fausse idée, diffusée par les médias capitalistes et assimilée par la plupart de la gauche mondiale, que les processus de restauration n'ont pas provoqué des réactions dans la population. Plus encore, on dit que les masses sont descendues dans la rue pour exiger le retour au capitalisme. Cela n'a pas été ainsi. Le capitalisme a été restauré et ceci a eu des effets dévastateurs pour le niveau de vie des travailleurs et du peuple, et c'est à partir de cela que les masses sont descendues dans la rue pour faire face aux régimes restaurationnistes. Dans l'ex-URSS, le démantèlement de l'Etat ouvrier a commencé en 1986 et ceci a provoqué, en 1989, le début d'une réaction généralisée des masses qui s'est étendue sur plusieurs années et a abouti à la défaite du régime de parti unique du PC. En Chine, la destruction de l'Etat ouvrier a commencé en 1978 et cela a produit une insurrection en 1988 qui, contrairement à l'ex-URSS, a pu être contrôlée au moyen d'un massacre.

A Cuba, la restauration du capitalisme a eu les mêmes conséquences pour le niveau de vie des masses qu'en ex-URSS et en Chine, et cette réalité a provoqué un mécontentement profond. Toutefois, à Cuba, tout comme au Vietnam, ce mécontentement n'a pas mené à de grandes confrontations contre le gouvernement restaurationniste jusqu'à présent, et ce n'est pas par hasard.

Tant en URSS qu'en Chine, le processus de restauration a été fait au nom du socialisme et du bien-être des travailleurs et du peuple, mais ces mensonges n'ont pas tenus longtemps parce que ceux qui les disaient étaient des bureaucrates sans passé, éloignés des masses. A Cuba et au Vietnam, la réalité était différente. Dans ces pays la restau-

---

<sup>8</sup> Jon Lee Anderson *La última batalla de Fidel Castro* Caderno Mais Folha de São Paulo, 6/8/2006.

ration du capitalisme a été faite aussi au nom de la lutte pour le socialisme, mais les promoteurs de cette campagne n'étaient pas des bureaucrates éloignés des masses mais les anciens chefs de la révolution et de l'expropriation de la bourgeoisie.

Voilà donc crise à l'ordre du jour avec le possible décès ou l'éloignement de Fidel. Une fois Fidel mort, qui pourra empêcher la rébellion contre les conséquences de la restauration ? Raúl Castro pourra-t-il remplacer Fidel dans cette tâche ?

Mis à part Fidel Castro, la révolution cubaine a produit seulement deux grands chefs de masses, Camilo Cienfuegos et Che Guevara, mais tous les deux sont morts. Raúl Castro fait partie de cette même génération mais il n'a jamais eu le charisme et l'influence de ceux-là. Le gouvernement cubain est au courant de ce grave problème et c'est ce qui explique que le journal officiel du PC et du gouvernement, le *Granma*, a commencé à faire une apologie de Raúl Castro. Dans une de ses dernières éditions, le quotidien reproduit des nouvelles du journal *Oriente* du 30 juillet 1953, où on informe de la détention de Raúl en prison pour avoir participé, avec Fidel, à l'assaut de la caserne de la Moncada à La Havane. L'intention est claire : rappeler la participation de Raúl dans le processus révolutionnaire qui a mené à la défaite du dictateur Batista. Cette apologie montre, d'autre part, que la direction cubaine a peur de sa propre population, plus que de l'impérialisme, parce que c'est à elle que ce type de nouvelles, qui montrent le passé révolutionnaire de Raúl Castro, est destiné.

Comme nous disions précédemment, l'impérialisme ne souhaite pas déstabiliser le régime cubain mais il ne peut pas garantir que les masses ne le fassent pas. Dans ce dernier cas, il y aura une nouvelle situation, dans laquelle l'impérialisme va certainement essayer d'intervenir, puisqu'une rébellion de masses va, dans sa dynamique, non seulement mettre en question le régime mais aussi le processus lui-même de la restauration capitaliste.

Si cette nouvelle situation se crée à Cuba, la gauche mondiale se trouvera face à un nouveau dilemme. De quel côté se ranger ? Jusqu'à présent, sous le couvert d'un soutien à « Cuba socialiste », elle s'est fait complice d'une dictature capitaliste et des plans de recolonisation de l'impérialisme européen. Quand apparaîtront les mobilisations contre le gouvernement cubain, continuera-t-elle avec cette même po-



litique ou sera-t-elle du côté des travailleurs et du peuple, en combattant le régime dictatorial du Parti Communiste et les nouveaux conquérants européens et nord-américains ? Le futur de la gauche, spécialement de la gauche révolutionnaire, va dépendre de comment elle répond à cette question, dans la pratique.

# La direction castriste : de l'expropriation à la restauration

**Martín Hernández**

Membre de la direction de la  
Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième  
Internationale



Content, le grand dirigeant de la  
Révolution salue le peuple réuni à  
Ciudad Escolar  
« Abel Santamaría » (30/01/1961)

Dans les organisations de gauche, il y a eu de nombreuses réticences à reconnaître que dans l'ex-URSS et dans le reste de l'Est européen le capitalisme a été restauré. D'une certaine manière c'est logique, parce que le triomphe de la révolution russe a été la plus grande victoire de l'histoire du prolétariat mondial et ce n'est pas facile de reconnaître qu'elle s'est achevée en une défaite. Aujourd'hui,

vingt ans après le début de la restauration, cette question cesse d'être polémique. Personne n'ose plus nier la réalité aujourd'hui. Toutefois, en ce qui concerne Cuba, c'est différent.

La réalité cubaine ne devrait pas non plus laisser des doutes, aussi bien sur la restauration du capitalisme, que sur le rôle majeur de Fidel Castro dans cette tâche. Mais très peu sont ceux qui le reconnaissent. La majorité du mouvement trotskyste, par exemple, juge que Cuba continue d'être un Etat ouvrier et que la direction cubaine, avec Fidel Castro à sa tête, continue d'être au moins anti-impérialiste. Mais ni l'un ni l'autre est vrai.

Comment parler d'un Etat ouvrier quand cet Etat n'a pas le monopole du commerce extérieur, que l'économie n'obéit pas à une planification centrale et qu'y règnent les lois du marché capitaliste ? Et quant à la direction cubaine, comment peut-on continuer à affirmer qu'elle est encore anti-impérialiste, alors même qu'elle est en train de brader le pays à l'impérialisme européen et que Fidel fait des éloges sans retenue de ses gouvernements et notamment du roi d'Espagne ?

On pourrait dire que Fidel Castro n'est pas anti-impérialiste, mais qu'il est anti-américain. Cela est toutefois tout aussi faux. Fidel Castro,

comme 80 % des personnes qui habitent la planète, est « anti-Bush ». Il est contre l'administration actuelle des Etats-Unis, mais il n'est pas contre l'impérialisme américain. Par exemple, il n'est pas contre le Parti Démocrate des Etats-Unis. Au contraire, il cherche à passer un accord avec lui. C'est pourquoi dans son tout dernier livre sous forme d'interview *Fidel Castro. Biographie a deux voix*, il fait toutes sortes d'éloges aux dirigeants de ce parti. Il dit, par exemple, de l'ex-président John Kennedy (celui-même qui a commencé la Guerre du Vietnam, a commandé l'invasion de Cuba et a ordonné des dizaines d'attentats contre Fidel lui-même) : « *Le président Kennedy, vraiment une personne de talent, a eu le malheur de diriger cette expédition contre nous, celle de Plage Girón, et a dû l'assumer. Il a été courageux, face à la défaite.* »<sup>9</sup> Et à propos de sa famille, il affirme qu'« *après le meurtre de John Kennedy, ils ont gardé le contact avec nous et nous développons des relations et des échanges réellement amicaux. Ce sont des preuves que nous ne nous laissons pas emporter par la haine.* »<sup>10</sup> Sur Jimmy Carter,<sup>11</sup> l'ex président des Etats-Unis du Parti Démocrate, il affirme : « *Carter était un homme de principes. Sa politique a été constructive par rapport à Cuba et il a été l'un des présidents les plus honnêtes. Il avait une éthique, une morale... Carter n'était pas capable de dire un seul mensonge... c'était un homme bon, correct... nous aurions pu revoir la Loi d'Ajustements mais nous ne l'avons pas fait parce que nous ne voulions pas perdre de temps et nuire à Carter... Nous avons même résolu l'affaire des détournements d'avions... Des avions nous arrivaient, détournés depuis les Etats-Unis.... Nous les avons restitués à Carter...* »<sup>12</sup> *J'ai l'impression que les auteurs des détournements ont été condamnés à quarante ans de pri-*

---

<sup>9</sup> Fidel Castro. *Biografía a dos voces*. Interview d'Ignace Ramonet, Editorial Boitempo, São Paulo, Brésil, p. 272

<sup>10</sup> Ibidem

<sup>11</sup> Jimmy Carter a visité Cuba, comme invité de Fidel Castro, entre le 12 et le 17 mai 2002. Il a prononcé un discours à l'université de La Habana, transmis live à toute l'Île, où il a attaqué durement la révolution cubaine. Par la suite, Fidel a fait un hommage à Carter devant des milliers de personnes dans un stade de base-ball.

<sup>12</sup> Après le triomphe de la révolution, il y a eu beaucoup de cas de séquestre d'avions par des activistes anti-impérialistes aux Etats-Unis vers Cuba, où ils demandaient l'asile politique.

*son... nous avons pris la décision de les livrer aux autorités américaines.*"<sup>13</sup>

Les faits, ainsi que de nombreuses déclarations de Fidel, sont clairs sur ce sujet. Pourquoi est-il alors si difficile d'accepter qu'à Cuba le capitalisme a été restauré et que sa direction n'a actuellement rien d'anticapitaliste et très peu d'anti-impérialiste ? C'est parce que, d'une part, Cuba a été, au niveau du continent américain, l'équivalent de la Russie au niveau mondial, c'est-à-dire la plus grande victoire de l'histoire du prolétariat. C'est, d'autre part, parce qu'à la tête de Cuba se trouve Fidel Castro, l'homme qui a dirigé la lutte contre le dictateur Batista, la rupture avec l'impérialisme et l'expropriation de la bourgeoisie. Et c'est justement parce qu'il a fait tout cela que Fidel est devenu la référence de millions de travailleurs, de paysans et de jeunes, non seulement à Cuba, mais dans toute l'Amérique Latine et dans le reste du monde. C'est précisément pour cela que, pour des millions de ses partisans, il est hors de question de penser que l'homme qui a dirigé la révolution et les expropriations pourrait maintenant être le chef de la restauration.

Les arguments pour justifier l'injustifiable sont très variés. La majorité juge qu'il n'y a pas de restauration du capitalisme parce que Fidel et le peuple cubain s'y opposent. Beaucoup d'entre eux, probablement la majorité, considèrent que Fidel, vu son isolement, a été obligé de faire des concessions au capitalisme, mais ils considèrent ces concessions comme inévitables pour maintenir le caractère socialiste de la révolution. D'autres sont plus critiques, jugeant que les mesures en faveur de la restauration sont de plus en plus nombreuses ; or pour eux, le responsable n'est pas Fidel mais ceux qui l'entourent. Et, finalement, il y a une importante minorité qui juge que le capitalisme est en train d'être réellement restauré, et que Fidel en est le principal responsable. Mais ils en concluent de façon nostalgique que tout serait différent si le Che Guevara était encore vivant.

### **Les individus dans l'histoire**

Le bon sens admet difficilement que la même personne qui a dirigé une révolution et exproprié la bourgeoisie, puisse arriver à diriger la

---

<sup>13</sup> Fidel Castro. *Biografía a dos voces*, pp. 370/371

restauration du capitalisme. Il est vrai qu'il y a là une contradiction, mais il est tout aussi vrai que cette contradiction est très fréquente.

Personne ne peut nier que Staline a été un militant révolutionnaire dévoué, un constructeur du Parti Bolchevique, et que comme tel, il a mis plus d'une fois sa vie en danger. Il suffit de rappeler que, de tous les dirigeants bolcheviques, c'est lui qui a passé le plus de temps dans les prisons du tsar. Toutefois, ce même Staline allait devenir le bourreau de la révolution et du Parti Bolchevique.

Personne ne peut nier qu'au Nicaragua, Daniel Ortega et ses camarades du Front Sandiniste de Libération Nationale ont été des militants héroïques dans la lutte contre la dictature d'Anastasio Somoza. Toutefois, aujourd'hui, ce même Daniel Ortega participe aux élections présidentielles de son pays comme candidat d'une alliance entre le FSLN et le Parti Libéral Nationaliste, fondé par Anastasio Somoza (père), l'assassin du général Auguste César Sandino.

L'histoire est pleine de ce type de situations. Voilà pourquoi le passé révolutionnaire de Fidel Castro ne suffit pas pour comprendre ce qui se passe à Cuba.

Le bon sens voit l'histoire comme le résultat d'hommes bons et mauvais qui s'affrontent entre eux. Pour les marxistes, depuis que la société est divisée en classes sociales, l'histoire est le résultat de la confrontation entre ces classes, « *l'histoire de la société est l'histoire de la lutte des classes* ». <sup>14</sup> Le marxisme ne nie pas l'importance des individus dans l'histoire, comme Hitler, Lénine, Perón, Lula, Fidel Castro, Francisco Franco ou Che Guevara. Mais, pour le marxisme, ces individus, plus ou moins talentueux, plus ou moins courageux, n'ont jamais eu une existence en marge de la lutte des classes. C'est pourquoi il est nécessaire, pour comprendre le comportement de ces personnalités, dans ce cas celui de Fidel Castro, de faire non seulement une analyse politique des individus et des directions des partis, mais aussi une analyse de classe. Quelle est son origine sociale? Quelle est la classe qu'il représentait ou représente encore? Sur quelle classe s'appuie-t-il?

### **Le caractère de classe de la direction castriste et de l'Etat cubain**

Si nous analysons la direction castriste du point de vue de ses propositions politiques, nous apercevons une contradiction profonde entre

---

<sup>14</sup> Karl Marx, *Manifeste Communiste*

son passé et son présent. Mais si nous analysons cette même direction du point de vue social, cette contradiction disparaît.

Le Mouvement du 26 juillet, qui mena la lutte contre le dictateur Batista, était un mouvement dont l'origine et le caractère étaient petits-bourgeois, qui s'appuya majoritairement sur la paysannerie pauvre, sur le mouvement étudiant et sur les couches moyennes des villes. Le mouvement lui-même a été extrêmement progressiste et a joué un rôle révolutionnaire, au point qu'il est allé bien au-delà de ses intentions initiales, en arrivant même à exproprier l'impérialisme et la bourgeoisie, ce qui permit l'émergence d'un Etat avec un nouveau caractère social, un Etat ouvrier, puisqu'il était fondé sur une économie étatisée et planifiée.

Cependant, cet Etat ouvrier contenait une contradiction grave depuis sa naissance même. Ce n'était pas la classe ouvrière et ses organisations qui se trouvaient à sa tête, et il n'y avait surtout pas le moindre vestige d'une démocratie ouvrière. C'est pourquoi, du point de vue scientifique, il est erroné de définir l'Etat cubain simplement comme "ouvrier". Il aurait été plus approprié de le définir, dès sa naissance, comme un Etat ouvrier bureaucraté. Le caractère de ce nouvel Etat cubain était dans la continuité de celui du Mouvement du 26 juillet, un *parti-armée*, plein de combattants courageux, mais dans lequel il n'y avait pas la moindre démocratie, ni ouvrière ni d'aucune autre espèce.

Le caractère de classe de la direction castriste a donné lieu à beaucoup de polémiques dans le mouvement trotskyste. De nombreux secteurs affirment qu'il est vrai que le Mouvement du 26 juillet et sa direction avaient un caractère petit-bourgeois, mais ils soutiennent qu'en accomplissant une action révolutionnaire (expropriation de la bourgeoisie et construction d'un Etat ouvrier), le mouvement a changé de caractère social pour se transformer en une direction ouvrière révolutionnaire. Ce type de raisonnement va à l'encontre du marxisme. Alors qu'un individu peut arriver à changer de classe, ce n'est pas le cas pour un mouvement social, en l'occurrence le castrisme, parce que, comme l'indique Nahuel Moreno, « *aucun secteur social privilégié n'accepte de perdre ses privilèges et de se transformer en un autre secteur social inférieur, différent. Au contraire, tout secteur social ayant des*

*privilèges tend à les augmenter* ». <sup>15</sup> La direction d'un secteur privilégié, bourgeois ou petit-bourgeois, peut, « *obligée par les circonstances objectives, aller au-delà de ce qu'elle envisageait sur le terrain politique, pour défendre ses privilèges et les augmenter quand elle se voit menacée de les perdre ; mais elle ne combattra jamais ses propres privilèges en s'unissant aux secteurs les plus exploités qui combattent ces privilèges* ». <sup>16</sup>

C'est précisément cette analyse-là de Moreno qui explique pourquoi le Mouvement du 26 juillet est arrivé à exproprier la bourgeoisie et l'impérialisme, contrairement à ses projets politiques d'origine. Mais c'est aussi cette même analyse qui permet de comprendre pourquoi cette direction a été incapable de mener à terme le processus révolutionnaire, et pourquoi, à partir d'un certain moment, elle a commencé à reculer jusqu'à en venir à la restauration du capitalisme.

### **Le castrisme est allé au-delà de ses intentions**

La direction castriste a été bien plus conséquente dans sa lutte contre la dictature que la direction sandiniste au Nicaragua. C'est pourquoi elle ne se contenta pas seulement de liquider la dictature, elle essaya aussi de redresser l'économie détruite par le gouvernement corrompu de Batista. Son intention n'était pas d'exproprier l'impérialisme et la bourgeoisie mais elle fut obligée de le faire à cause du boycott des deux.

Ainsi, par exemple, le nouveau gouvernement cubain passa un accord très avantageux avec l'URSS pour importer du pétrole. Le gouvernement des Etats-Unis s'y opposa et les raffineries installées à Cuba, toutes américaines, refusèrent de raffiner le pétrole importé de l'URSS. Cette mesure ne laissa au gouvernement cubain aucune alternative, et celui-ci finit par exproprier les raffineries américaines. Ce même phénomène se reproduisit, en peu de temps, dans tous les secteurs de l'économie.

Ce fut le combat conséquent pour maintenir le nouveau gouvernement issu de la lutte contre Batista, qui amena la direction du Mouvement du 26 juillet non seulement à exproprier mais encore à se distancier du stalinisme à échelle mondiale, et même de l'URSS. La direc-

---

<sup>15</sup> Nahuel Moreno, *Thèses pour la Mise à jour du Programme de Transition*, 1980, thèse 13

<sup>16</sup> Ibidem

tion castriste était consciente que Cuba était isolé et que, pour se défendre, elle devait attaquer. Ce fut au moment même où l'URSS et tout le stalinisme à échelle mondiale défendaient "*la coexistence pacifique avec l'impérialisme*" que Fidel Castro disait qu'il fallait « *transformer la Cordillère des Andes en une Sierra Maestra du continent américain* »<sup>17</sup> et que Che Guevara appela à construire « *deux, trois, beaucoup plus de Vietnams* ». Ce n'était pas des phrases à effet rhétorique comme celles que prononce actuellement Hugo Chávez. Pour concrétiser son projet, Fidel Castro plaça Manuel « Barba Roja » Piñeiro, qui était Vice-ministre de l'intérieur, à la tête du Département de Libération, un département secret qui était chargé d'organiser les entraînements politiques et militaires de centaines de guérillas de plusieurs pays latino-américains et de coordonner les mesures de soutien envers les différents mouvements de libération nationale, dont celui dirigé par Ben Bella en Algérie.

### **Les limites du castrisme**

Quand les bolcheviques dirigèrent la prise du pouvoir en URSS, ils essayèrent à tout moment, par l'intermédiaire des Soviets et des syndicats, et en prenant pour base la démocratie ouvrière, de faire en sorte que ce soit la classe ouvrière qui prenne en main la construction du nouvel Etat. D'autre part, la direction bolchevique profita du prestige gagné par sa révolution pour appeler à construire l'Etat major de la révolution mondiale, la III<sup>ème</sup> Internationale, dans laquelle la direction bolchevique devint une partie minoritaire de la direction.

Après le triomphe de la révolution russe, des révolutionnaires de nombreuses parties du monde essayèrent de construire des soviets et de prendre le pouvoir, sans prendre en considération la réalité de la lutte des classes. La direction bolchevique, et Lénine en particulier, ont durement combattu ces faux bolcheviques, et les ont appelés à respecter le mouvement réel de la classe ouvrière et des masses.

Avec la direction castriste, ce fut tout le contraire. C'est pourquoi tout ce qu'elle a fait de progressiste a fini par se transformer en son contraire. Elle expropria la bourgeoisie et l'impérialisme mais, à aucun moment, elle ne chercha à promouvoir la classe ouvrière et le peuple à la tête du nouvel Etat, au moyen de ses organisations.

---

<sup>17</sup> Discours de Fidel Castro, 21 juillet 1961, Santiago de Cuba.



Si bien la direction castriste chercha à promouvoir la révolution dans d'autres pays, elle ne vit jamais, contrairement à la direction bolchevique, la révolution cubaine comme un élément tactique pour accomplir la révolution latino-américaine et mondiale. Au contraire, la révolution dans les autres pays était perçue comme une tactique pour défendre la révolution cubaine. C'est-à-dire que la direction cubaine considéra toujours la révolution mondiale d'un point de vue national.

La plus haute expression du caractère nationaliste de cette direction se résume dans le fait qu'elle n'appela jamais, malgré son prestige international, à construire une direction internationale dont elle devrait faire partie. C'est pourquoi le caractère nationaliste et petit bourgeois de la direction castriste a fini par contaminer l'ensemble de la politique internationale du castrisme, ce qui amena la révolution cubaine vers un isolement de plus en plus grand.

Dans toute l'Amérique Latine sont apparus des jeunes, souvent provenant de la petite-bourgeoisie, qui voulaient répéter l'expérience cubaine dans leurs pays. La direction cubaine, au lieu d'orienter ces jeunes-là en direction de la classe ouvrière, de ses organisations et de ses luttes, les appela à organiser des foyers de guérilla, pour « créer » les conditions de la révolution sans tenir compte de la lutte des classes.

Ces orientations de la direction castriste ont profondément pénétré la conscience de nombreux combattants, particulièrement ceux de l'avant-garde estudiantine latino-américaine, et comme il était prévisible, cette expérience a abouti en tragédie. Des processus révolutionnaires ont avorté. Des affrontements sanglants ont été provoqués. Des milliers de militants honnêtes sont morts dans cette aventure. Parmi eux Che Guevara lui-même, qui est mort assassiné en Bolivie. Face à ces catastrophes, la direction cubaine, du fait de son caractère de classe, a été incapable de faire un bilan et de réorienter sa politique en direction de la classe ouvrière et de ses luttes. Au contraire, elle a fini par s'intégrer, de manière définitive, dans le bloc dirigé par l'URSS et sa politique de « coexistence pacifique » avec l'impérialisme.

C'est en 1979 que la nouvelle politique de Cuba a fait le plus clairement ses preuves. En cette année, le Front Sandiniste de Libération Nationale a pris le pouvoir au Nicaragua, après avoir détruit la Garde Nationale de Somoza. Les sympathies qui existaient au Nicaragua

pour la révolution cubaine étaient très grandes. La direction sandiniste se considérait d'ailleurs disciple de Fidel Castro. Après avoir pris le pouvoir, la direction du FSLN voyagea à Cuba pour interviewer Castro. Celui-ci félicita les sandinistes et leur donna un Conseil : «*Ne faites pas du Nicaragua un nouveau Cuba* ». Le conseil était clair. Il leur disait de ne pas avancer au-delà de l'abolition de la dictature, de ne pas exproprier l'impérialisme ni la bourgeoisie, et de ne pas construire un Etat ouvrier. Avec ce conseil, le destin du Nicaragua était scellé, et celui de Cuba aussi.

### **De la « coexistence pacifique » à la restauration capitaliste**

La théorie utopique et réactionnaire de Staline du « *socialisme dans un seul pays* » conduisit à la politique contre-révolutionnaire de « *la coexistence pacifique avec l'impérialisme* » et celle-ci aboutit inévitablement à la restauration du capitalisme dans l'ensemble des Etats ouvriers.

La coexistence pacifique avec l'impérialisme a signifié, dans la pratique, l'autorisation pour les plus grandes puissances économiques de la planète, non seulement de maintenir leur supériorité, et de ce fait leur domination de l'économie mondiale, mais aussi d'étendre leur domination au détriment des Etats ouvriers. Cette politique a conduit ces Etats vers une crise croissante, aussi bien économique que sociale, au point qu'ils ont été réduits à une alternative définitive : soit, ils reprenaient le combat pour redresser leurs économies, à travers la lutte pour la révolution mondiale, soit, ils se jetaient dans les bras de l'impérialisme, par la restauration du capitalisme. La crise était tellement grave qu'il ne leur restait pas d'autre alternative. La suite est bien connue. Pour des raisons de classe, les bureaucraties dirigeantes n'étaient pas disposées à mettre en danger leurs privilèges et c'est pourquoi, dans l'ensemble, elles ont choisi le second chemin.

Comme tous les autres Etats ouvriers, Cuba faisait face à cette même alternative, et il est évident qu'il n'a pas choisi d'étendre la révolution. Il suffit de voir l'expérience du Nicaragua que nous venons de citer. C'est ainsi que, face à l'isolement que Cuba avait lui-même contribué à créer, il ne lui restait que la restauration comme option. Et c'est pour cela que nous assistons aujourd'hui à la triste fin d'une direction qui, du fait de ses limitations politiques et plus précisément de ses

limitations de classe, a été incapable de mener à terme sa propre expérience.

### **Et si le Che n'était pas mort**

Comme nous le disions précédemment, il y a beaucoup de gens, même à Cuba, qui croient que tout serait différent si le Che était encore vivant. Il est logique, d'une certaine façon, que des analyses de ce type surgissent, car le Che est mort quand l'orientation internationaliste, celle qui voulait exporter la révolution cubaine par le biais de la guérilla, était encore majoritaire. D'autre part, l'image du Che est associée à son courage, à son désintéret pour les biens matériels et à sa lutte contre tout privilège personnel.

Il ne s'agit évidemment pas de faire de la politique-fiction, mais il est assez difficile de s'imaginer que, si le Che était encore vivant, le capitalisme ne serait pas restauré à Cuba ou le Che aurait dirigé - contre Fidel - la lutte contre la restauration. Pourquoi disons-nous cela ? Parce la direction cubaine a suivi ce cours-là du fait de ses limitations profondes, qui n'étaient pas essentiellement politiques ou théoriques, mais bien de classe. Et sur ce point, le Che n'était pas différent du reste. Bien au contraire, c'était lui qui exprimait le mieux ces limitations. Le Che appartenait à une génération de jeunes argentins de gauche, de la décennie 1950, qui a été ce qu'il y a eu de plus réactionnaire dans ce pays. Du fait de son « anti-péronisme », la jeunesse universitaire de "gauche" haïssait le mouvement ouvrier. La jeunesse universitaire, dirigée par le radicalisme et par le Parti Communiste, défilait dans les rues en scandant la consigne : « Des livres, oui, des chaussures, non ! »

Au sujet du Che et de son manque de relation avec le mouvement ouvrier, il y a un fait très significatif. Comme jeune très sensible, il a été impressionné par la lutte pour renverser le dictateur Batista, mais il n'a pas été tellement touché par la révolution bolivienne de 1952, bien qu'il fût allé dans ce pays quelques mois après le début du processus révolutionnaire. Le Che n'a pas été bouleversé par la plus grande révolution ouvrière du continent, par la défaite de l'armée face aux mineurs, par la fondation de la COB et par l'imposition d'un double pouvoir en Bolivie par les milices ouvrières et paysannes. Il n'a jamais étudié ce processus et encore moins tiré une conclusion quelconque de ce dernier, au point que, quand, il retourne en Bolivie pour organiser

le foyer de la guérilla au cours de l'année 1966, à aucun moment il n'essaye de prendre contact avec les mineurs, l'avant-garde incontestée de la révolution bolivienne et latino-américaine pendant des dizaines d'années.

Guevara, comme toute la direction castriste, n'a jamais cherché à amener la classe ouvrière à jouer un rôle principal dans la révolution et dans la transition vers le socialisme. Et moins encore s'est-il battu pour la construction du parti révolutionnaire de la classe ouvrière au niveau national et mondial. Plus précisément, la direction castriste et le Che en particulier (avec sa théorie du « foyer de guérilla ») avaient une position contraire à celle du marxisme traditionnel sur ce point-là. D'autre part, on présente souvent le Che comme un militant actif contre la bureaucratisation de l'Etat ouvrier cubain. C'est une erreur. Le Che a été un exemple vivant de la lutte contre les privilèges matériels pour les dirigeants de la révolution et de l'Etat, mais il n'a jamais combattu la bureaucratisation de l'Etat. Il n'a jamais défendu la démocratie ouvrière, qui est la seule possibilité de combattre, avec des possibilités de succès, la bureaucratisation.

L'Etat ouvrier cubain n'a pas dégénéré quelques années après la prise du pouvoir. L'Etat ouvrier cubain est né bureaucratisé et Ernesto Guevara a été, depuis ses débuts, un des principaux dirigeants de cet Etat.

### **Les directions russe et cubaine face à la restauration**

Tout au long de ce texte, nous avons montré la différence qualitative qu'il y a eu entre la direction bolchevique de Lénine et de Trotsky, d'une part, et la direction cubaine de Fidel Castro et de Che Guevara d'autre part. Toutefois, une lecture superficielle pourrait nous conduire à mettre un signe « égal » entre le comportement des deux directions face à la restauration.

Dans les deux processus, une direction a dirigé l'expropriation de l'impérialisme et de la bourgeoisie, et les deux processus se sont achevés avec la restauration du capitalisme. Toutefois, la différence est qualitative puisque l'ex-l'URSS n'a pu accomplir la restauration qu'après la destruction préalable du Parti Bolchevique par le stalinisme. Or, à l'inverse, à Cuba il n'a pas été nécessaire de détruire l'ancienne direction pour restaurer le capitalisme. La même direction qui a

dirigé l'expropriation de la bourgeoisie a été celle qui, sans crise, a dirigé la restauration.

Ce fait démontre qu'il y a toujours eu une profonde unité de classe entre la direction russe et la direction cubaine, non pas entre la direction de Lénine et de Trotsky et celle de Fidel, mais plutôt entre la direction stalinienne et celle de Fidel. Cette unité a existé même lorsque la direction castriste avait une position politique différente de celle de la direction stalinienne.

### **Le bilan de la direction castriste et la construction de la direction révolutionnaire**

Au milieu d'une situation révolutionnaire comme celle qu'on vit actuellement en Amérique latine, la bataille pour construire une direction révolutionnaire est « *la mère de toutes les batailles* », mais cette construction ne part pas de zéro.

Trotsky, en faisant le bilan de la révolution russe, disait: « *Nous savons avec certitude que tout peuple, toute classe et même tout parti s'instruisent principalement de leur propre expérience ; mais cela ne signifie d'aucune façon que l'expérience des autres pays, des autres classes et des autres partis soit à négliger. Sans une étude de la grande révolution française, de la révolution de 1848 et de la Commune de Paris, nous n'aurions jamais mené à bien la révolution d'Octobre.* »<sup>18</sup>

Au niveau du continent américain, il est impossible d'arriver à la victoire si nous ne sommes pas capables d'étudier la seule révolution socialiste qui a triomphé sur le continent, la révolution cubaine, et d'en tirer toutes les conclusions. Voilà l'importance du bilan historique de la direction castriste, non seulement pour le présent mais fondamentalement pour l'avenir.

Il y a des conclusions fondamentales à tirer de la grande révolution cubaine qui illuminent notre bataille sur le continent, aussi bien sur le plan objectif que subjectif. D'abord, la révolution cubaine a montré que l'on peut mettre en échec la bourgeoisie et l'impérialisme. Si cela a été possible dans un petit pays situé à peu de kilomètres des Etats-Unis, pourquoi ne pourrait-il pas être possible que la révolution se répète dans des pays beaucoup plus importants sur le continent, comme

---

<sup>18</sup> León Trotsky, *Leçons d'Octobre*

l'Argentine, le Brésil, la Colombie, le Chili ou le Mexique ? Deuxièmement, les réalisations de la révolution cubaine en ce qui concerne la santé, l'éducation, l'élimination de la pauvreté, montrent que ces problèmes, qui paraissent endémiques sur le continent, peuvent être résolus à partir de l'expropriation de la bourgeoisie et de l'impérialisme. En troisième lieu, les faits ont montré que sans l'extension de la révolution au reste du continent et du monde, le chemin de toute révolution victorieuse, qui exproprie le capitalisme, est inévitablement la restauration du capitalisme lui-même. En quatrième lieu, les faits ont aussi montré que la direction cubaine, qui est apparue en son temps, aux yeux de millions de combattants du monde entier, comme une alternative de direction révolutionnaire face à la bureaucratie stalinienne décadente, a succombé, victime de ses graves contradictions politiques et de classe. En cinquième lieu et en guise de conclusion, il est indéniable que la révolution cubaine a potentialisé au niveau mondial les énergies révolutionnaires de la classe ouvrière et du peuple, mais au niveau du dépassement de la crise de la direction révolutionnaire, le castrisme a accompli, de façon contradictoire, un rôle néfaste.

Le prestige gagné par la direction castriste pour avoir dirigé la révolution a été tellement grand qu'il a retardé des décennies la grande tâche de dépassement de la crise de la direction révolutionnaire. Le castrisme a joué le rôle objectif d'éloigner l'avant-garde des deux grandes tâches stratégiques propres aux révolutionnaires : la relation avec la classe ouvrière et la construction du parti de la révolution au niveau national et mondial.

Le castrisme a influencé et induit en erreur non seulement plusieurs générations de combattants mais encore des organisations tout entières et d'importants dirigeants marxistes révolutionnaires. Nahuel Moreno, sans doute le plus important dirigeant du trotskysme latino-américain, ne parvint pas à échapper à la pression du castrisme pendant les premières années de la révolution. Ainsi par exemple, dans un texte de confrontation avec le Che Guevara, il développait des idées de ce genre : « *Fidel et le Che ont fait la démonstration dans les faits de plusieurs questions politiques et théoriques d'importance fondamentale et ont popularisé celles-ci, ce qui fait que l'on puisse dire d'eux, en paraphrasant ce que Sartre dit de la philosophie de Marx, qu'il n'y*

*a pas, de nos jours, d'autre courant révolutionnaire en Amérique que le castrisme. »*<sup>19</sup>

Nahuel Moreno, contrairement à la vaste majorité des autres dirigeants du trotskysme, continua d'être fidèle à la classe ouvrière et au marxisme, et en suivant cette voie, il a rompu tout type de relations avec le castrisme. La preuve en est que les réflexions que nous manifestons dans cet article sont inspirées des analyses de Moreno des années 70. Dans le livre *Conversations avec Nahuel Moreno*, ce dernier fait une réflexion très profonde sur ce processus de relation et de rupture avec le castrisme, réflexion qui doit être prise en compte sérieusement par tous ceux qui combattent pour donner le pouvoir à la classe ouvrière. Moreno dit: *«Tout au long de ma vie politique, après avoir, par exemple, regardé avec sympathie le régime issu de la révolution cubaine, je suis arrivée à la conclusion qu'il est nécessaire de continuer la politique révolutionnaire de classe, même si elle retarde notre arrivée au pouvoir de vingt ou trente ans ou quel que soit le nombre d'années. Nous aspirons à ce que ce soit la classe ouvrière qui arrive vraiment au pouvoir, ce pourquoi nous voulons la diriger. »*

---

<sup>19</sup> Nahuel Moreno, *Deux méthodes face à la révolution latino-américaine* - 1964

# Le guévarisme et la révolution permanente

**Jerónimo Castro**

Militant du PSTU



Che Guevara s'adressant à l'Assemblée générale de l'ONU (New York - 11/12/ 1964)[

La révolution cubaine a probablement été l'événement politique le plus important de l'histoire de l'Amérique latine. C'est, pour la première fois dans l'histoire des Amériques, la victoire d'une révolution où l'ensemble des classes dominantes a été mis en échec et où est apparu, au cours d'un processus permanent et contradictoire, un Etat ouvrier, bien que bureaucratisé. La révolution cubaine a donc été l'avant-garde des révolutions ouvrières ou socialistes dans le continent et la seule qui ait triomphé et soit restée au pouvoir.

Toutefois, cette révolution n'a pas eu lieu de manière directe ou consciente. Che Gue-

vara la décrit comme « *une révolution de contrecoups* ». Chaque fois que la bourgeoisie ou l'impérialisme portait un coup contre la révolution, celle-ci répondait en approfondissant encore plus son cours révolutionnaire. On trouve cette description de la révolution cubaine au moment où Guevara définit le parti marxiste-leniniste : « *Pour le développement et l'approfondissement de notre idéologie, l'impérialisme a été un facteur très important; chaque coup qu'il nous donnait avait besoin d'une réponse; chaque fois les yankees réagissaient, avec leur arrogance habituelle, en prenant une certaine mesure à l'encontre de Cuba, nous devions prendre la contre-mesure nécessaire et, de cette manière, on approfondissait la révolution.* »<sup>20</sup>

Il y a eu, en outre, une autre particularité de la révolution cubaine. Contrairement à tous les autres pays qui réussirent à exproprier la bourgeoisie et à planifier leur économie, la révolution cubaine n'a subi l'influence directe de l'appareil mondial stalinien qu'après sa victoire

<sup>20</sup> Ernesto Che Guevara, *El partido marxista leninista, Obras Escogidas 1957-1967*. Editorial de Ciencias Sociales, La Habana, 1991.



et sa relative consolidation. Dans les pays envahis par l'Armée Rouge de l'ex URSS, l'expropriation a été effectuée sous le commandement direct des bureaucrates soviétiques, totalement liés à l'appareil central du stalinisme. Dans les révolutions chinoise et yougoslave (et ensuite dans les pays d'Asie de l'Est, comme le Vietnam) ce furent des organisations staliniennes, les PCs, qui dirigèrent la révolution. Le cas cubain est le seul où une organisation absolument indépendante du stalinisme a dirigé la révolution, a pris le pouvoir et a avancé dans l'expropriation de la bourgeoisie et de l'impérialisme. Une telle particularité a produit au sein de la révolution cubaine des phénomènes qui sont uniques ou qui peuvent seulement être comparés à ceux de la révolution russe elle-même.

Le phénomène le plus important est qu'à Cuba, au sein de la direction de la révolution, est apparu un courant internationaliste qui a essayé de porter la révolution au reste du continent et du monde. Ce courant, dont le principal exposant est Che Guevara, était arrivé empiriquement à la révolution permanente et l'internationalisme révolutionnaire, malgré d'incroyables limitations théoriques et politiques.

Le développement d'un courant internationaliste n'est pas un phénomène secondaire. Seulement la Révolution Russe a produit un courant internationaliste conséquent. Aucune révolution, y compris celles qui ont donné naissance à des courants internationaux, comme la révolution chinoise, avec le maoïsme, et la yougoslave avec le titisme, n'a déclenché le surgissement d'organisations qui, de l'intérieur des appareils des Etats nationaux, aient essayé de manière conséquente de porter la révolution à d'autres parties du monde.

Il est vrai que, à la fin, le guévarisme, comme expression de l'internationalisme révolutionnaire, a été mis en échec et a disparu de l'appareil cubain. De ce guévarisme, il reste une caricature, qui a deux caractéristiques fondamentales : le culte à l'image de Che Guevara et un guérrillerisme abstrait, totalement dissocié de la stratégie de Guevara.

Ce texte tente d'analyser aussi bien les véritables caractéristiques du guévarisme (celles avec lesquelles nous avons des accords et des désaccords) que le développement historique de ce courant et de son exposant, le Che, jusqu'à sa mort. Nous consacrons une attention particulière au discours d'Alger, au message à la Tricontinentale et à l'ensemble de textes sur le Parti.

## L'internationalisme

Comme nous l'avons dit plus haut, l'impérialisme a joué un rôle fondamental dans le développement de la pensée politique du Che. Nous ne pouvons pas l'affirmer de manière catégorique, mais son internationalisme a été probablement développé à la suite du constat pratique de l'impossibilité de mener à terme tout projet indépendant, aussi longtemps que l'impérialisme existe.

Depuis le début de sa carrière au gouvernement, quand il était le chef d'une des sections de l'Institut National de Réforme Agraire, le Che soutenait déjà des groupes partisans dans toute l'Amérique latine. Au fur et à mesure que les contradictions avec l'impérialisme américain s'accroissaient, Guevara formulait un avis politique plus clair sur le problème, jusqu'à arriver à des conclusions dévastatrices, non seulement contre l'impérialisme et la nécessité de lui faire face en tout lieu, mais aussi contre la bureaucratie sino-soviétique et ses satellites. Ces conclusions apparaissent clairement dans son texte « Message à la Tricontinentale », où, en parlant du Vietnam, il affirme: « *Il ne s'agit pas de souhaiter le succès de celui qui est attaqué, mais de souffrir son propre sort; l'accompagner jusqu'à la mort ou jusqu'à la victoire* »<sup>21</sup>.

Le Guevara qui revenait du Congo en 1965 ne s'adressait pas seulement à l'impérialisme, parce que, pour lui, la critique de l'impérialisme était la critique des armes, et il était nécessaire de le détruire. Sa cible était aussi le stalinisme en général: « *L'impérialisme américain est coupable d'agression; les crimes sont immenses et s'étalent sur tout le globe. Nous le savons déjà, messieurs! Mais sont aussi coupables ceux qui, au moment de décider, ont hésité à faire du Vietnam une partie inviolable du territoire socialiste, à courir les risques d'une guerre de portée mondiale, ce qui toutefois aurait obligé les impérialistes américains à prendre une décision. Et sont coupables, ceux qui maintiennent une guerre d'insultes et d'astuces, entamée il y a un certain temps par les représentants des plus grandes puissances du camp socialiste* »<sup>22</sup>.

Cette critique, il la maintient quand, lors de la guérilla en Bolivie, il note déjà dans son journal, le 11 septembre 1967: « *Un journal de Bu-*

---

<sup>21</sup> Mensaje a la Tricontinental.

<sup>22</sup> Mensaje a la Tricontinental

*dapest critique Che Guevara, figure pathétique apparemment irresponsable, et salue "l'attitude marxiste" du Parti chilien qui prend des "attitudes pratiques" face à la [situation] pratique ». Et il continue: « Comme j'aimerais arriver au pouvoir, même si ce n'était que pour démasquer des lâches et des laquais de toute espèce et leur faire avaler toutes leurs cochonneries. »<sup>23</sup>*

Pour Guevara, la Terre était le lieu d'une conflagration mondiale contre l'impérialisme. Aussi bien dans son livre *Passages de la Guerre Révolutionnaire : Le Congo*, que dans le texte *Message à la Tricontinentale*, il désigne une Armée Prolétarienne Internationale quand il dit: « *L'expérience inaugurée par nous ne doit pas être gaspillée, et l'initiative de l'Armée Prolétarienne Internationale ne doit pas mourir avec le premier échec* »<sup>24</sup> et « *Qu'un véritable internationalisme prolétarien soit développé; avec des armées prolétariennes internationales* ». <sup>25</sup>

Che Guevara évoluait, de façon claire, vers des positions chaque fois plus internationalistes et, en Bolivie, il commentait à propos de ce qu'il portait dans son sac à dos de guérillero : « *on a perdu 11 sacs à dos avec [...] le livre de Debray que j'avais annoté et un livre de Trotsky* », <sup>26</sup> Cette observation démontre que Guevara avançait, parallèlement à un progrès empirique, aussi sur le plan théorique vers la révolution permanente. En ce sens, il y a un intérêt à citer le professeur Pericás qui raconte que, vers la fin de 1965, Guevara recevait dans sa chambre du Ministère de l'Industrie la publication trotskiste *Voz Proletaria*. <sup>27</sup>

On peut voir là un certain militarisme, et de fait il y est bien. Cela est vrai mais, comme nous l'avons dit, le Che est arrivé à la plupart de ses prises de position à travers un mélange d'expériences personnelles et d'analyse politique.

Pour lui, les expériences empiriques ont eu une grande importance. Cependant dans cette avancée, qui n'a pas toujours été en ligne droite, Guevara est arrivé à la plus importante de toutes les conclusions, à savoir qu'« *il n'y a pas de frontière dans cette lutte à mort; nous ne pou-*

<sup>23</sup> Diarios del Che Guevara en Bolivia

<sup>24</sup> Pasajes de la guerra revolucionaria: Congo.

<sup>25</sup> Mensaje a la Tricontinental.

<sup>26</sup> Diarios del Che Guevara en Bolivia

<sup>27</sup> Luiz Bernardo Pericás *Che Guevara y el debate económico en Cuba*, p.203.

*vons pas rester indifférents devant ce qui se passe dans n'importe quel pays du monde; la victoire d'un pays sur l'impérialisme est une victoire qui est la nôtre, de même que la défaite d'une nation quelconque est aussi une défaite pour nous tous. »<sup>28</sup>*

### **La lutte contre les privilèges et le bureaucratisme**

Au fur et à mesure que la révolution cubaine avançait, qu'elle maintenait les cadres locaux du PSP<sup>29</sup> dans leurs postes et que des techniciens de l'Etat soviétique commençaient à dicter les normes de fonctionnement de l'Etat cubain, la bureaucratie commençait à se faire sentir.

Guevara identifie les privilèges matériels que permet le fait « *d'être dirigeant* » comme étant les principaux signes de la bureaucratie émergente, tel qu'il le constate quand il affirme qu'il est nécessaire d'en finir avec l'idée que « *être membre élu d'une quelconque organisation de masse ou du parti dirigeant de la Révolution - dans les différentes expressions qu'il prend - permet à ces camarades-là d'avoir la possibilité d'obtenir un peu plus que le reste du peuple.* »<sup>30</sup>

Regis Debray, intellectuel français qui accompagna le Che dans la première phase de la guérilla bolivienne (et qui est ensuite passé « avec armes et bagages » à la social-démocratie), garde une image assez marquante du Che. Il raconte que l'égalité était devenue pour le Che un dogme et une pierre de touche, et il rapporte, pour le démontrer, le dialogue suivant qu'ils eurent en Bolivie:<sup>31</sup>

- *Vous voyez ce pain cramique, Debray ? - C'était déjà après le dîner, il faisait nuit, autour des braises. Il était tranquillement allongé par terre.*
- *Disons qu'il pèse 20 grammes. On pourrait en faire alors deux bons morceaux. Deux cent calories pour chacun et rien de plus. Mettons que vous ayez affaire à dix affamés et que tous dépendent de vous. Que feriez-vous?*
- *Je tirerais au sort les deux bénéficiaires.*
- *Pourquoi?*

---

<sup>28</sup> Discurso de Argel

<sup>29</sup> Partido Socialista Popular, nom du Parti Communiste cubain avant que Fidel Castro prenne le pouvoir

<sup>30</sup> Sobre la construcción del partido

<sup>31</sup> Du livre de Paco Ignacio Taibo II: *Ernesto Guevara, también conocido como Che.*

- *Il vaut mieux deux camarades qui aient une chance de survivre en mangeant un peu que dix qui n'en aient aucune en mangeant dix fois rien chacun.*
- *Vous faites erreur, Debray. Chacun doit avoir ses miettes et que ce soit Dieu qui décide. La Révolution a ses principes. Et il y aura toujours deux bureaucrates en moins.*
- *Vous croyez vraiment qu'il vaut mieux que 10 révolutionnaires meurent dans une égalité absolue de conditions?*
- *Pourvu que la morale soit sauvée, la révolution aussi le sera. Sinon, quel sens cela a-t-il ?*

Le Che a porté l'étiquette de « fanatique égalitariste » tout au long de sa vie politique. Il y a des centaines d'histoires qui le montrent : de son emportement devant un cuisinier de la guérilla qui voulait le favoriser en le gratifiant d'un bifteck supplémentaire parce qu'il était le commandant, jusqu'à son indignation, au Congo, face au responsable de la division des repas des Cubains qui s'était gardé une plus grande portion de nourriture.

Sa critique envers sa compagne, Aleida March, qui avait fait des achats en utilisant les crédits accordés aux hauts fonctionnaires de l'État, demeure célèbre. En découvrant le fait, Guevara, indigné, a interdit à sa conjointe de dépenser au-delà du salaire qu'ils gagnaient.

En devenant ministre et responsable de plusieurs tâches à Cuba, il a mis aussi en pratique ces idées-là dans le domaine administratif. Guevara exigeait de ses auxiliaires le dévouement et le sacrifice. L'un d'entre eux raconte que le Che aurait dit qu'au Ministère de l'Industrie, ferait du travail volontaire celui qui voudrait, mais que celui qui n'en ferait pas, ne progresserait pas dans le ministère.

Pour Guevara, la question de la lutte contre la bureaucratie était très liée au travail volontaire et à la stimulation morale. Pour lui, les cadres devaient toujours se dévouer un peu plus, faire un sacrifice supplémentaire pour la révolution, pour sa construction et pour le dépassement du capitalisme.

Participant ardent des travaux volontaires, il est possible de voir le Che sur des photos accomplissant les tâches les plus variées : en train d'empaqueter ou de transporter des sacs de sucre, en train de récolter la canne, en train de travailler dans des puits de pétrole, etc.

Cette « expérience » d'être avec les travailleurs avait quelque chose de singulier dans sa façon d'aborder les tâches des dirigeants. Plus encore, comme on le verrait plus tard dans sa vision de la solidarité avec les peuples en lutte contre l'impérialisme, pour le Che les déclarations ne suffisaient pas, il fallait partager avec eux l'expérience pratique.

### **La critique du socialisme qui s'est développé dans l'Est Européen**

Dans sa dernière période, qui commence apparemment par le discours d'Alger (février 1965), Guevara est un critique acerbe du modèle de l'Est Européen. Dans ce discours, qui l'a conduit à la rupture définitive avec les principaux dirigeants de la Révolution cubaine,<sup>32</sup> il expose sa critique du modèle et sa conception des relations internationales entre les pays socialistes.

D'abord, la critique : « *Les pays socialistes ont le devoir moral de mettre fin à leur complicité tacite avec les pays exploités d'Occident* ». <sup>33</sup> Ensuite, la conception des relations internationales : « *(..) Il s'agit de fixer des prix qui permettent le développement. Pour changer de conception du monde il faut changer l'ordre des relations internationales ; ce ne doit pas être le commerce externe qui définisse la politique, mais, au contraire, celui-là doit être subordonné à une politique fraternelle entre les peuples.* » <sup>34</sup>

Son indignation atteignait son expression maximale quand il parlait du Vietnam qu'il voyait ainsi : « *la solidarité du monde progressiste avec le Vietnam rappelle l'ironie amère que constituaient les encouragements de la plèbe pour les gladiateurs du cirque romain.* » <sup>35</sup>

Pour Guevara, il était nécessaire de prendre part au combat, voire y prendre part physiquement. Les déclarations et les protestations des pays socialistes ne suffisaient pas. Il n'attendait rien moins que la donation gratuite d'armes pour les peuples qui se rebellaient: « *On doit aborder la question de la libération par les armes d'un pouvoir politi-*

---

<sup>32</sup> Selon Benigno, Dariel Alarcón Ramirez, cité dans le livre de Jorge Castañeda, *Che Guevara, la Vida en Rojo*: « *Le Che a été accusé de trotskyste et de pro-chinois [...]. Argudín m'a raconté que le Che s'est mis furieux, qu'il a failli agresser Raúl, qu'il a répété trois fois "tu es un imbécile" et qu'il s'est tourné vers Fidel, qui n'a rien dit, c'est-à-dire, qui ne dit rien consent.* » Selon Carlos Franqui: « *La vérité est que Guevara, en arrivant à Cuba, est reçu à l'aéroport par FidelCastro, Raúl et le Président Dorticos, et y est censuré énergiquement, accusé d'indiscipline et d'irresponsabilité, de compromettre les relations de Cuba avec l'URSS, Fidel étant furieux à cause de l'irresponsabilité du Ché en Algérie, comme il a dit à plusieurs personnes, dont le journaliste.* »

<sup>33</sup> Discurso de Argel.

<sup>34</sup> Discurso de Argel

<sup>35</sup> Mensaje a la Tricontinental.

*que oppresseur selon les règles de l'internationalisme prolétarien: s'il est absurde de penser qu'un directeur d'entreprise d'un pays socialiste en guerre, hésiterait à envoyer les chars de guerre qu'il produit au front, n'ayant pas de garanties de paiement, il semblerait non moins absurde qu'on tienne compte de la capacité de paiement d'un peuple alors qu'il combat pour la libération ou qu'il a besoin de ces armes pour défendre sa liberté. »<sup>36</sup>*

Et il poursuit ainsi: « *Les armes ne peuvent pas être des marchandises dans nos sociétés; elles doivent être distribuées gratuitement (...) aux peuples qui les demandent pour tirer sur l'ennemi commun. »<sup>37</sup>*

### **La guerre de guérillas et le rôle du parti**

Ce ne serait exagérer que de dire que Guevara n'est jamais arrivé à comprendre complètement le parti léniniste, tel que Lénine lui-même l'a défendu. Guevara a coexisté avec des partis communistes extrêmement bureaucratés et stalinisés qui, d'une manière générale, défendaient la coexistence pacifique.

Pour avoir une idée, le PC cubain antérieur à la révolution, le PSP, avait soutenu Fulgencio Batiste, le dictateur déchu par la révolution cubaine. Le PC guatémaltèque, que Guevara connaissait aussi, était, à l'époque où Guevara se trouvait dans le pays, contre le fait de résister au coup d'Etat qui éjecterait le président Jacobo Arbenz .

Malgré cela, après la révolution cubaine, le Che était enthousiaste quant au rapprochement avec l'Est Européen et ce fut dans ce cadre là qu'il prit connaissance des manuels staliniens sur le « *léninisme* ».

La révolution cubaine a été faite sans tenir compte de la conception du parti léniniste, du moins dans le sens où ce fut une organisation centralisée mais sans démocratie qui a accompli le rôle de dirigeant de la révolution. Cela a eu lieu parce que le parti communiste cubain, et le stalinisme en général, avaient abandonné leur rôle de direction des luttes révolutionnaires.

Le Che tira de ce fait sa conclusion fondamentale que la guérilla pourrait être, non seulement la forme de lutte pour faire une révolution, mais aussi la forme politico-organisationnelle de cette lutte. Voire encore, en prenant les devants de Mao et de Giap, Che pensait qu'il n'était pas nécessaire qu'il y ait un parti pour diriger la guérilla,

---

<sup>36</sup> Discurso de Argel.

<sup>37</sup> Discurso de Argel

mais que c'était la guérilla qui devrait diriger le parti. Cette idée apparaît clairement dans la polémique célèbre entre « plaine » et « montagne » où le Che défendra avec véhémence le droit, pour ceux qui combattent avec les armes à la main, de décider et de diriger la révolution.

Quand, après la prise du pouvoir, on commence à aborder la fusion entre la M26 et le parti communiste, il devient de plus en plus clair qu'il s'agit-là d'un parti presque formel. Guevara arriva même à proposer que les militants du parti soient élus dans les usines et les propriétés agricoles, sous-entendant qu'être membre du parti, c'était déjà, en soi, une fonction de direction.

D'autre part, quand il décida de porter la révolution à d'autres parties du monde, il ne proposa jamais de construire un parti pour assurer cette tâche. Sa politique fut toujours de stimuler la guerre de guérillas et de construire des guérillas et non pas des partis. C'est peut-être ce point que l'on peut reprocher le plus au Che : le fait de n'avoir jamais vu la nécessité de construire des instruments politiques pour diriger la lutte armée.

Sa méfiance du stalinisme (que l'on peut, au fait, estimer juste) l'écarta de plus en plus de la conception d'un parti militant qui interviendrait dans la lutte des classes quotidienne. En ne considérant que la stratégie de la lutte armée, et en perdant le nord concernant le parti, la guérilla du Che se dissocia du léninisme et mit au premier plan le problème militaire, même si c'était au service d'une stratégie politique révolutionnaire.

### **L'héritage du Che**

Pour le Che, la solidarité internationale ne pouvait pas se limiter à un discours. Au fur et à mesure qu'il percevait que c'était précisément cela ce que les directions des puissances socialistes faisaient, il s'est écarta de celles-ci en cherchant son chemin propre.

En ce sens, le Message à la Tricontinentale est son « chant du cygne ». Il constitue un puissant appel à la guerre totale contre l'impérialisme. C'est la tentative de créer « *deux, trois, beaucoup de Vietnams* ».

Le Message à la Tricontinentale est aussi son testament, où il déclare sa haine mortelle à l'impérialisme et où il dit que peut lui importe le moment où la mort le surprendra, « *du moment que d'autres mains*



*se tendent pour saisir nos armes, et d'autres hommes se préparent à fredonner les chants de deuil à l'aide du mitraillage des armes et de nouveaux cris de guerre et de victoire. »<sup>38</sup>*

Mais ce n'est pas tout. On ne peut pas ignorer l'importante contribution du guévarisme dans le débat économique cubain, dans la lutte contre la bureaucratie, dans la défense d'une morale militante austère et humaine.

Guevara et son groupe - comme nous l'avons dit, il était suivi dans sa lutte politique et dans les batailles à travers l'Afrique et la Bolivie<sup>39</sup> par toute une génération de cadres - furent la plus haute expression d'une lutte politique livrée au sein de la révolution cubaine, celle qui opposa ceux qui croyaient à la nécessité de l'expansion de la révolution à ceux qui voulaient adapter la révolution cubaine aux intérêts et aux besoins de la bureaucratie soviétique.

La disparition physique de cette génération de cadres internationalistes, et la défaite de ceux qui restèrent au Cuba, résume une partie fondamentale de la lutte qui s'est livrée pour la révolution en Amérique Latine. Aujourd'hui plus que jamais on peut affirmer que Guevara a été plus qu'« *un héros et un martyr de la révolution permanente* ». Guevara a été et continue d'être une partie fondamentale de la révolution socialiste en Amérique latine, et le moment est venu de réhabiliter sa contribution fondamentale pour notre révolution.

---

<sup>38</sup> Message à la Tricontinentale.

<sup>39</sup> Selon Paul J. Dosal, il y avait 16 Cubains avec Guevara en Bolivie, dont trois du CC du Parti Communiste Cubain. Tous provenaient de l'Armée de Rébellion M 26, 10 d'entre eux se trouvaient sous le commandement du Che, 3 avait la fonction de commandant, 5 étaient des lieutenants, 6 étaient des capitaines, 2 étaient vice-ministre et 1 était chef du service d'informations (le G-2).

# Moyen Orient

## La défaite d'Israël au Liban produit un changement qualitatif au Moyen-Orient

**Alejandro Iturbe**

Membre de la direction nationale du FOS  
(Frente Obrero Socialista - Argentine)

**Josef Weil**

Membre de la direction nationale du PSTU  
(Partido Socialista dos Trabalhadores Unificado - Brésil)



La récente invasion d'Israël au Liban et sa défaite face au Hezbollah n'a pas été une guerre de plus parmi les nombreuses menées par l'Etat sioniste à travers ses 58 années d'existence. Une **nouvelle réalité** s'est dessinée au fil de l'invasion et de la défaite

d'Israël face à la résistance libanaise. La nature génocidaire de cet Etat ainsi que sa croissante fragilisation politique et militaire ont été mises à nu dans la mesure où il doit faire face au rejet de plus en plus grand et à une résistance plus importante des peuples arabes et musulmans. La démonstration qu'« il est possible de mettre en échec le sionisme » s'est étendue dans tout le Moyen-Orient. Même à l'intérieur d'Israël, des voix de l'appareil d'Etat et des personnalités sionistes déclarent leur préoccupation par rapport à la survie-même de l'Etat raciste.

Il est nécessaire ici de rappeler le rôle de chacun dans la région et l'histoire de 58 années de conflits belliqueux entre Israël et ses voisins. Malgré le mythe du « petit pays », celui de David contre Goliath, Israël n'a jamais été réellement en danger dans les guerres précédentes. En vérité, grâce à l'appui total des puissances impérialistes, face à

des ennemis dotés de gouvernements corrompus comme ceux des pays arabes, les batailles ont été courtes et destructrices, comme lors de la Guerre célèbre des Six Jours, en 1967, ou lors de la *blitzkrieg* sur le Sinaï, en 1956.

Dans la dernière guerre, Israël n'a pas fait face à une armée régulière mais à une organisation de résistance, le Hezbollah, qui a utilisé la guerre classique de guérilla. Israël a été mis en échec et tant son gouvernement que les forces armées, considérées auparavant comme « invincibles », en sont sorties en crise. Jusqu'aux célèbres « commandos israéliens » ont été bruyamment défaits au cours de deux épisodes. Le premier a été « la prise de Bint Jbeil » qui, après avoir été proclamée dans toutes les chaînes de TV, a terminé par une contre-attaque soudaine du Hezbollah qui a provoqué des dizaines de morts et de blessés parmi les soldats israéliens et l'évacuation de la ville par Tsahal. L'autre épisode a été une tentative, peu après le cessez-le-feu, d'enlever un haut dirigeant du Hezbollah dans la vallée du Baalbek. Les commandos ont essayé de tromper la population locale en arrivant à l'aube, déguisés en soldats libanais et parlant l'arabe, mais la population s'est méfiée de leur façon de parler et a informé les combattants du Hezbollah. Une fois découverts, les commandos ont été attaqués et ont dû engager un combat qui s'est achevé par le décès d'un lieutenant colonel, des blessures graves pour un autre soldat israélien et la fuite précipitée des troupes sionistes dans un hélicoptère sous le feu de la guérilla, sans avoir atteint leur objectif.

Israël a largué une quantité impressionnante de bombes et de missiles sur les villes et les villages du Liban ; il a mobilisé plus de 30.000 soldats et a utilisé la technologie militaire la plus moderne. Malgré cela, il n'est jamais parvenu à casser la capacité militaire du Hezbollah qui, même à la fin du conflit, continuait à tirer quotidiennement plus de 200 roquettes sur le territoire israélien. Les troupes israéliennes ont aussi souffert un nombre élevé de pertes et la destruction de nombreux tanks et d'équipement militaire.

En outre, cela faisait des décennies qu'Israël n'avait vu son territoire attaqué durant un conflit militaire. Dans ce cas-ci, le Nord du pays, y compris Haïfa, la troisième ville israélienne, a été affecté de façon permanente par les roquettes lancées par le Hezbollah, ce qui a amené des milliers de personnes à abandonner leurs maisons. Et, pour la

première fois dans l'histoire d'Israël, des campements de milliers de réfugiés ont été établis puisqu'il n'y avait pas de constructions appropriées pour les recevoir.

Bien que le Premier ministre israélien, Ehud Olmert, et George Bush, aient affirmé qu'Israël a gagné la guerre contre les « terroristes du Hezbollah », il est de plus en plus clair que c'est le contraire qui s'est passé. Malgré toute la destruction soufferte par le Liban, l'armée sioniste a enduré une lourde défaite et a dû se retirer sans atteindre ses objectifs politiques et militaires. Il s'agit d'un fait d'une immense importance parce qu'il met à l'ordre du jour la possibilité de concrétiser une tâche historique : la destruction de l'Etat raciste et gendarme d'Israël.

### **Le résultat de la guerre**

Comme le disait *Courrier International* du mois d'août 2006 : « *La meilleure démonstration du véritable résultat de la guerre est le contraste évident entre les festivités des habitants du Sud du Liban quand ils retournaient à leurs villages, malgré le fait qu'ils les trouvaient presque détruits, et la crise politique grave qui s'est ouverte en Israël.* »

L'attaque israélienne a essayé de donner une réponse offensive à deux crises combinées. La première est la crise de la politique de « guerre contre la terreur » entamée par Bush après le 11 septembre 2001. Cette politique s'est totalement embourbée en Iraq et la lutte s'est réouverte actuellement en Afghanistan. La seconde est la crise de la politique des Accords d'Oslo, après le triomphe électoral du Hamas en Palestine qui a aggravé la situation générale de l'impérialisme dans la région. Comme Bush en Iraq, Olmert a fait face, au Liban, à la montée colossale des masses arabes et musulmanes, dont les guerres de libération nationale contre l'envahisseur impérialiste sont l'expression la plus haute.

Personne ne doute que le Hezbollah ait développé une force militaire efficiente et que ses miliciens combattent avec courage et détermination. Toutefois, ce sont les raisons politiques qui ont été décisifs dans le résultat de la lutte. Quand les masses libanaises ont perçu qu'il s'agissait de la défense de la souveraineté nationale contre l'envahisseur sioniste haï, elles ont totalement soutenu la résistance, à travers l'appui direct ou la sympathie explicite, et elles se sont unies contre les

agresseurs. Les chiites l'on fait d'abord, mais à eux se sont joints de vastes secteurs de sunnites, de chrétiens, d'athées, etc. Une enquête a donné un appui de 85% des Libanais au Hezbollah à l'apogée de la guerre, malgré toute la destruction soufferte. Israël a essayé d'utiliser cette destruction pour diviser le peuple libanais, en responsabilisant le Hezbollah de la catastrophe. Mais cette tentative a échoué et la lutte a été approuvée par l'ensemble du peuple libanais. Quand la guerre s'est terminée, les réfugiés qui retournaient à leurs maisons détruites criaient leur haine contre Israël et beaucoup d'entre eux ont salué vivement le Hezbollah.

### **La défaite a ouvert une crise grave en Israël**

Un article du journal sioniste israélien *Haaretz* du 2/9/06, intitulé *Un Etat en danger*, fait état du débat interne dur après la guerre, où les critiques se concentrent sur le rôle du gouvernement et de la hiérarchie militaire. L'article d'Yair Sheleg essaye d'examiner la nouvelle réalité créée par la défaite au Liban.

Pourquoi une défaite frappe-t-elle tellement un pays comme Israël ? Nous devons comprendre qu'il s'agit d'un pays dont la nature est d'être un « Etat gendarme », c'est-à-dire un Etat qui doit garantir à sang et à feu sa prédominance dans la zone, à travers une supériorité militaire irréfutable, pour défendre les intérêts impérialistes.

Israël a toujours été considéré comme un élément clé dans la politique impérialiste de la région et spécialement dans la « guerre contre la terreur ». Mais plusieurs commentateurs américains ont fait part maintenant du mécontentement du gouvernement Bush du fait qu'Israël « n'a pas honoré sa promesse » de liquider le Hezbollah en quelques jours et de libérer la région d'un ennemi armé et défiant. L'échec à obtenir cet objectif discrédite Israël aux yeux de l'impérialisme, qui menace de relativiser son compromis d'adhésion totale.

Olmert et Bush ont cru qu'ils obtiendraient une victoire rapide et frappante au Liban, qui leur permettrait de commencer à inverser la situation de crise que nous avons analysée plus haut. Mais non seulement, Israël n'a pas obtenu cette victoire frappante et a été mis en échec, ce qui s'est transformé en un boomerang qui a approfondi encore plus la crise de la politique de l'impérialisme.

Cela a également généré une insécurité au sein de l'Etat sioniste lui-même et un conflit parmi toutes les forces politiques pour individuali-

ser les coupables et trouver une issue. L'opposition de droite dit que le problème vient de l'hésitation à envahir le Liban par voie de terre dès le premier jour de guerre. Elle affirme qu'il fallait mener jusqu'aux conséquences ultimes la mission de détruire le Hezbollah et le Hamas, même si cela devait coûter des centaines de milliers morts libanais et palestiniens et des pertes beaucoup plus grandes encore dans l'armée israélienne. Il y a eu des manifestations sur la place de Tel-Aviv, demandant la tête d'Olmert et/ou du ministre à la Défense Peretz, et le retour immédiat des soldats capturés. D'autre part, certains pacifistes, un secteur minoritaire, affirment qu'il aurait été mieux de négocier avec le Hezbollah et le Hamas le troc des soldats pris comme otages. Mais ce n'est pas seulement le gouvernement qui reçoit des critiques. Les commandants de l'armée sont aussi fortement critiqués et beaucoup demandent leur tête.

Un fait est aujourd'hui évident : le projet sioniste est menacé. Le double caractère de l'Etat d'Israël (enclave coloniale et gendarme militaire au service des intérêts de la domination impérialiste) ne peut pas absorber une défaite qui questionne sa supériorité militaire et coexister avec une montée de plus en plus étendue et une résistance de plus en plus radicalisée et approuvée par les masses de la région. C'est ce qui explique sa profonde crise actuelle et, spécialement, la crise de son institution fondamentale, les forces armées.

Ne nous confondons pas, la vaste majorité des Israéliens est en faveur de la destruction du Hezbollah et a soutenu la guerre contre le Liban, alors même que son caractère génocidaire était clair. Tout indique que, comme réaction à la défaite, ils iront encore plus à droite dans une future élection, en soutenant le parti Likud contre le Kadima et le laborisme, base de l'actuel gouvernement d'Olmert. Mais la défaite a ouvert cette double crise profonde et les deux, spécialement celle de l'Armée, montrent qu'Israël est « un pays vulnérable », comme l'a indiqué Haaretz. Autrement dit, Israël est beaucoup plus affaibli aujourd'hui qu'avant la guerre.

### **Les attaques à Gaza et en Cisjordanie**

Le projet sioniste est embourbé. Mais de par son essence même, Israël peut seulement répondre avec davantage d'agressions aux peuples arabes. Les attaques continues dans les territoires palestiniens en sont une preuve.

Les Accords d'Oslo et la création de l'Autorité Nationale Palestinienne (ANP) ont été la tentative de créer le simulacre d'un « Etat palestinien », en réalité des bantoustans issus du modèle de l'apartheid sud-africain, et ce avec l'appui de la direction du Fatah. Cette politique était complétée par celle dite de « séparation unilatérale » de Sharon/Olmert qui se proposait d'annexer toutes les terres des implantations des colons juifs en Cisjordanie et dans toute la région qui entoure Jérusalem. A partir de là, les frontières entre Israël et l'« Etat palestinien » se définiraient unilatéralement.

Le triomphe du Hamas aux élections de l'ANP a mis ce plan en crise. Il est vrai qu'aujourd'hui la direction du Hamas semble avancer sur le chemin de la capitulation en acceptant de former un gouvernement conjoint avec le Fatah et Mahmoud Abbas, en reconnaissant de fait l'existence d'Israël. Mais après le triomphe des masses libanaises, il paraît très difficile que les Accords d'Oslo puissent « être vendus » à nouveau, de manière pacifique, aux masses palestiniennes et arabes. C'est pourquoi, Israël est obligé d'attaquer de manière féroce les territoires palestiniens pour imposer sa politique. Ce n'est pas une manifestation de sa force mais de sa faiblesse.

### **La fin du mythe de David contre Goliath**

Pendant de nombreuses années, spécialement entre sa fondation en 1948 et la guerre de 1973, Israël se présentait devant l'opinion publique mondiale comme un petit Etat d'idéologie « socialiste », né de la volonté des juifs persécutés durant la Seconde Guerre Mondiale et harcelés par les « hordes arabes et musulmanes » qui ne voulaient pas le laisser exister. C'est-à-dire, un Etat « progressiste », victime de l'attaque de pays quasi féodaux.

Appuyés sur la résolution de l'ONU de 1947, avec le soutien des Etats-Unis et de l'URSS à l'époque, au milieu du choc mondial provoqué par le génocide nazi, les sionistes, l'impérialisme et la bureaucratie soviétique ont su manœuvrer pour donner cette image devant le monde. Une bonne partie de la gauche a aussi donné son appui avec l'argument que, après tant de souffrance, les juifs voulaient seulement créer un pays pour vivre en « paix et démocratie » et que les gouvernements arabes despotiques haïssaient cet exemple de « liberté et prospérité ».

On a inventé la version selon laquelle Israël était le résultat « d'un peuple sans terre pour une terre sans peuple » et on a dissimulé la réalité des centaines de milliers de palestiniens expulsés de leurs terres par l'armée et les milices sionistes avec des méthodes terroristes. N'importe qui osait défier ces mensonges, était rapidement accusé d'« antisémitisme ».

Aujourd'hui, le masque qui dissimulait le monstre tombe rapidement. En réalité, il avait déjà commencé à tomber avec la répression des deux Intifadas. Maintenant, les scènes des attaques au Liban ont montré la brutalité, le mépris pour la vie des civils et la destruction de l'infrastructure du petit pays voisin, dont le sionisme s'est montré capable pour tenter d'imposer la reddition au peuple libanais. Jusqu'aux observateurs de l'ONU et d'autres organisations, qui ont toujours évité de prendre une position sur ce sujet, ont été obligés de condamner Israël pour des « crimes de guerre ».

La cruauté des méthodes sionistes est tellement évidente que de plus en plus de secteurs de la classe moyenne, de la gauche et de l'intellectualité progressiste prennent distance et commencent même à dénoncer le rôle d'Israël comme « Etat terroriste ». Le Portugais José Saramago, Prix Nobel de Littérature, a déclaré qu'« Israël est en train de perdre le capital de compassion, d'admiration et de respect que le peuple juif méritait pour les souffrances qu'il a enduré. Il n'est déjà plus digne de ce capital ». L'argentin Pérez Esquivel, Prix Nobel de la Paix, a qualifié Israël d'« Etat terroriste » et Ralph Nader, ex-candidat à la présidence des Etats-Unis, a défini l'agression du Liban comme « un bombardement terroriste ».

En Europe et en Amérique Latine, le rejet vis-à-vis des méthodes d'Israël s'est beaucoup accru, malgré toute la campagne médiatique qui renvoie les causes de cette situation « aux attaques des terroristes du Hezbollah et du Hamas ». En Angleterre, une enquête a mis en évidence qu'une vaste majorité de 62% de la population est contre l'agression au Liban, et ce malgré l'appui inconditionnel de Tony Blair à Israël. Cela a provoqué un débat public entre les dirigeants du Labour Party, le parti de Blair, sur la question de savoir s'il était correct ou non de continuer avec cette position. Les peuples du monde associent de plus en plus Israël avec la politique génocidaire de Bush et de l'impérialisme au Moyen-Orient.



Les Etats-Unis sont le seul lieu où il y a encore une majorité de la population qui soutient Israël. Dans ce pays, tant le parti républicain que le démocrate ont une position clairement pro-Israël. Mais là aussi, le soutien populaire à cette position s'est affaibli. Selon une enquête effectuée par Times-Bloomberg (25/7-10/8/2006), 54% des électeurs démocrates et 39% des républicains défendent une politique de « neutralité », opposée à l'appui total envers Israël tant du gouvernement de Bush comme du Congrès. Une expression de cette nouvelle dynamique s'est manifestée à travers une pétition de juifs américains contre l'agression d'Israël aux peuples libanais et palestinien, qui a récolté déjà plus de 1000 signatures.<sup>40</sup>

Jusqu'à Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller du service d'intelligence extérieure de Carter et de Ronald Reagan et ex-membre du conseil de sécurité nationale de Bush père, a commencé à dire que des changements sont nécessaires dans la politique du « grand allié » : *« Je déteste de le dire, mais je vais le dire. Je pense que ce que les Israéliens sont en train de faire aujourd'hui, par exemple au Liban, est dans la pratique, si non dans l'intention, un massacre d'un peuple-otage. Quand on tue 300 ou 400 personnes qui n'ont rien à voir avec les provocations du Hezbollah, et que cela se fait de manière délibérée dans la pratique et avec une indifférence pour l'ampleur des dommages collatéraux, on tue des otages avec l'espoir d'intimider ceux que l'on veut intimider. Et il est plus probable que cela ne les intimide pas. Cela ne fait que les radicaliser davantage et les transforme en ennemis permanents dont le nombre ne cessera de croître. »*<sup>41</sup>

En résumé, la crise en Israël fait partie de la crise générale de la politique impérialiste au Moyen-Orient et du débat que cette situation produit au sein de l'impérialisme lui-même. En même temps, le véritable caractère de l'Etat sioniste apparaît de plus en plus clairement pour les masses et les intellectuels progressistes du monde entier et sa méthode génocidaire fait l'objet d'un rejet croissant, même par des figures de prestige qui défendaient antérieurement l'existence d'Israël. Tous ces facteurs contribuent aussi à affaiblir l'Etat sioniste.

---

<sup>40</sup> Petition for a U.S. Jewish Solidarity with Muslim and Arab peoples of the Middle East - [www.jewishsolidarity.info/petition.php](http://www.jewishsolidarity.info/petition.php)

<sup>41</sup> Juan Gelman, *Climas*, 04/08/06

## La sensation de victoire dans les masses arabes et musulmanes

D'autre part, la défaite des troupes sionistes a produit une joie immense parmi les peuples arabes et musulmans. Un dirigeant arabe l'a exprimé avec beaucoup de clarté : *« Pendant des années, on a répété aux arabes des générations précédentes que rien ne pouvait se faire contre la force d'Israël. Maintenant tous les Arabes prennent conscience d'une nouvelle réalité (...). Cette sensation court à travers tout le monde arabe et musulman, au-delà du Liban, comme le feu dans une prairie sèche (...). C'est une sensation de puissance qui pourrait frapper non seulement le sort d'Israël, mais également celui de ces gouvernements arabes qui sont vu par leurs populations comme les 'vendeurs' de la fausse idée de l'impuissance arabe pour dissimuler leur propre impuissance et corruption. »*<sup>42</sup>

Cette « sensation de puissance » signifiera certainement un grand élan pour la lutte des masses arabes et musulmanes, non seulement contre Israël, mais également contre les gouvernements responsables de décennies de capitulation, spécialement ceux qui sont les plus amis d'Israël ou de l'impérialisme, comme ceux de l'Arabie Saoudite, de l'Égypte et de la Jordanie. Nous pouvons y ajouter que ce sera aussi un stimulant pour la lutte des peuples iraquien et afghan contre l'occupation impérialiste de leur pays.

On montre ainsi les exemples à suivre: *« La rue arabe est entrée dans une situation semblable à une bouilloire d'eau mise sur le feu, qui se réchauffe peu à peu jusqu'à arriver au point d'ébullition. Par exemple, les manifestations en Égypte, où les Frères Musulmans se mélangent avec la gauche du mouvement Kefaya ("ça suffit"), où les images du cheik Nasrallah se mélangent avec celles de Nasser et du Che et où la télévision Al Manar concurrence ouvertement Al Jazeera, ont été significatives. Et cela ne se passe pas seulement en Égypte. Partout dans le monde arabe, des centaines de manifestations, l'une plus massive que l'autre, ont parcouru les rues avec un cri unanime : "Sans justice il n'y a pas de paix". C'est ce concept positif de paix qui alarme tellement l'impérialisme partout dans le monde : une solution*

---

<sup>42</sup> Ghayth Armanazi, *The Independent*, 11/08/06

*pour les causes qui produisent le conflit. Et au Moyen-Orient, ce conflit a un responsable, Israël. »*<sup>43</sup>

En Arabie Saoudite, il y a eu des manifestations qui ont été fort réprimées, avec plusieurs prisonniers, mais il faut souligner le fait que les chi'ites du Nord-Ouest sont extrêmement mécontents avec la monarchie et ont une sympathie énorme pour la lutte de leurs frères du Liban et pour le Hezbollah. Jusqu'au Bahrein, un sultanat pétrolier où il y a une base des Etats-Unis, il y a eu des protestations en exigeant la justice au Liban.

### **L'ONU discréditée**

L'ONU est restée très compromise et discréditée en se montrant comme l'instrument de l'oppression impérialiste et comme le soutien d'Israël. On dit que c'est une institution au service « de la paix » et du « respect des nations ». Mais elle n'a même pas été capable de garantir un cessez-le-feu quand il y avait des preuves évidentes du caractère génocidaire des attaques israéliennes. Elle a accusé de façon permanente le Hezbollah depuis le début de la guerre et elle en a toujours exigé le désarmement, conformément à la résolution 1559 antérieure, ce qui est précisément la politique centrale de Bush et des sionistes. Les manifestations dans les rues de Beyrouth contre la représentation diplomatique de l'ONU sont une illustration des plus évidentes pour comprendre l'affaiblissement que connaît cette institution impérialiste. Les manifestants n'étaient pas seulement des sympathisants du Hezbollah mais des personnes de positions politiques diverses et ils ont essayé d'envahir le siège de l'ONU au cri de *Mort aux Etats-Unis ! Mort à Israël !* Il y a aussi la visite turbulente, à Beyrouth après le cessez-le-feu, de Kofi Annan, le secrétaire général de l'ONU, encerclé par des manifestants avec des drapeaux du Liban et du Hezbollah et qui lui ont exigé en criant qu'il prenne position contre Israël. Certains d'entre eux, interviewés par la TV, disaient qu'Annan ne devait pas essayer de tromper le peuple libanais alors qu'Israël continuait avec le blocus naval et aérien du Liban. Les masses libanaises ont compris que le droit de veto des « cinq grands » au Conseil de Sécurité de l'ONU s'est transformé pratiquement, à cause de la relation des Etats-Unis avec Israël, en droit de veto de l'Etat sioniste devant toute aspira-

---

<sup>43</sup> Alberto Cruz, dans *Rebelión*, 31/08/06, *El grito de la calle árabe : "sin justicia no hay paz"*.

tion légitime des populations de la région et en droit d'utiliser toute la force militaire génocidaire et un arsenal d'armes interdites par la convention de Genève elle-même, comme les bombes à fragmentation. Le gouvernement israélien a dit cyniquement qu'il a agi sans violer les conventions internationales et ces affirmations sont acceptées par l'ONU sans aucune menace de sanction effective vis-à-vis du gouvernement d'Israël.

En réalité, le pari de Bush et d'Olmert était de liquider en quelques semaines la résistance libanaise, mais ils sont revenus bredouille et la défaite des troupes sionistes n'a fait autre chose que de renforcer la crise de la politique impérialiste au Moyen-Orient. Les difficultés et les va-et-vient rencontrés pour former la « Force de Paix » prévue par la résolution 1701 sont une illustration de cela.

L'ONU étant un outil de l'impérialisme, cette résolution ne condamnait pas l'agression sioniste ni la destruction occasionnée. Elle se limitait à appeler au cessez-le-feu et à envoyer les « casques bleus » du côté libanais de la frontière. Au même moment, elle insistait sur le mandat de la résolution 1559 pour « désarmer le Hezbollah ».

L'objectif réel de la résolution est d'amortir la défaite de l'armée israélienne et d'établir avec la « force de paix » une « zone tampon » entre le Liban et Israël qui puisse empêcher les attaques de roquettes venant du Hezbollah. Beaucoup des pays invités à envoyer des troupes s'y sont refusé ou ont proposé un nombre réduit d'effectifs. La France, l'ancienne puissance dominante au Liban, avec des intentions de retrouver son influence, n'a pas assumé la responsabilité de commander les troupes et d'envoyer 3000 hommes, parce que ses généraux ont rejeté la proposition. Ils voulaient en envoyer seulement 200 parce qu'ils ont encore en mémoire leur participation à une autre force de l'ONU dans ce pays, dans les années 80, qui a été littéralement « envoyée en l'air ». Ceci a produit des protestations de Bush, ainsi que des pressions sur la France et pour que d'autres pays impérialistes de l'Europe se présentent pour remplacer la France dans cette tâche, comme l'Italie et l'Espagne.

Pour ceux qui veulent encore voir en l'ONU un « instrument de paix », il est impossible de dissimuler l'image qui est restée nette aux yeux des militants arabes et musulmans, comme le révèle ce passage

d'un entretien avec un militant du Hezbollah réalisé par Mohamad Ali Nayel, Nicole Younness et Jaume d'Urgell.

*« Les Nations Unies ont toujours défendu les intérêts des Etats-Unis d'Amérique et de leurs amis, les occupants de la Palestine et les agresseurs du Liban. Prenons par exemple le cas des enlèvements. Quand les occupants de la Palestine enlèvent quelqu'un et le torturent pendant 11 ans, pourquoi n'appelle-t-on pas cela du terrorisme? Pourquoi Annan n'apparaît-il pas à la télévision pour condamner ce type d'actes ? Pourquoi condamnent-ils uniquement les actions (proportionnellement insignifiantes) effectuées par le Hezbollah ? A mon avis, quand un organisme international, qui aspire à occuper le lieu auquel les Nations Unies prétendent arriver, se montre comme juge et partie d'une manière aussi évidente, sa justification disparaît. »<sup>44</sup>*

### **Une nouvelle guerre est inévitable**

Le cessez-le-feu conclu au Liban est extrêmement précaire. Israël a continué à maintenir le blocus naval et aérien pendant les trois semaines qui l'ont suivi. En outre, le gouvernement israélien a déclaré que le pays devait se préparer « pour une seconde offensive » contre le Hezbollah si celui-ci n'accepte pas de se désarmer ou si les troupes de l'ONU et de l'armée libanaise ne peuvent imposer le désarmement, ce qui semble très difficile au vu des résultats de la guerre.

Dans cette situation, Israël ne va pas admettre la présence d'un défi de cette ampleur à sa frontière. A un certain moment, l'Etat sioniste attaquera à nouveau, et il s'y prépare déjà en léchant ses blessures. C'est une démonstration en plus de ce que les guerres et les conflits dans la région sont dus au caractère de gendarme de l'impérialisme joué par l'Etat d'Israël. C'est une démonstration en plus qu'il ne pourra pas y avoir de paix au Moyen-Orient, tant qu'Israël ne sera pas définitivement détruit. Les conditions pour mener à bien cette tâche historique sont meilleures aujourd'hui que jamais depuis quasi soixante années d'existence de l'Etat sioniste. La défaite qu'Israël a soufferte au Liban démontre que cette tâche est à l'ordre du jour, avec une lutte unifiée des masses arabes et musulmanes.

---

<sup>44</sup> Site de *Rebelión*, 05/09/06

# Qu'est l'Etat d'Israël et pourquoi faut-il le détruire ?

**Alejandro Iturbe**

Membre de la direction nationale du FOS  
(Frente Obrero Socialista - Argentine)

**Josef Weil**

Membre de la direction nationale du PSTU  
(Partido Socialista dos Trabalhadores Unificado - Brésil)



La légende sioniste concernant la création de l'Etat d'Israël raconte qu'il s'agit d'une de plus parmi les nations qui ont obtenu leur indépendance politique dans la seconde après-guerre par le biais de rébellions ou de guerres de libération nationale contre leurs colonisateurs impérialistes, comme ce fut notamment le cas de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Algérie ou du Vietnam. Mais l'apparition d'Israël diffère totalement de ces exemples puisque cet Etat naît comme **enclave coloniale** installée en Palestine pour défendre les intérêts de l'impérialisme dans des territoires stratégiques. La création d'Israël se base sur la "transplantation" d'une population externe à la région : les immigrants juifs. En s'ap-

puyant sur la persécution antisémite, et en profitant du désespoir des juifs poursuivis, l'organisation sioniste mondiale organise une immigration, issue spécialement de l'Europe Orientale; immigration financée par des millionnaires juifs européens, comme Rothschild, et stimulée par les métropoles impérialistes comme l'Angleterre, pour garantir la fidélité de ces nouveaux occupants à ses impérialistes de tutelle. D'autre part, il ne s'agissait pas d'une "terre sans peuple", comme l'affirment les mensonges du sionisme : Ces territoires étaient habités, depuis des siècles, par le peuple arabe palestinien.

L'installation de ces nouveaux colons juifs emmenés par le sionisme et l'impérialisme peut donc être comparée à celle des colons occidentaux installés au 19<sup>ème</sup> et au début du 20<sup>ème</sup> siècle dans les colonies anglaises en Rhodésie (aujourd'hui Zimbabwe) et aux Malouines, à celle des Français en Algérie, des Afrikaners d'origine néerlandaise en Afrique du Sud, etc..

**Bref, les colons juifs qui s'installèrent en Palestine ne sont pas une nationalité locale opprimée par l'impérialisme mais une population étrangère qui s'installe sur les terres des indigènes et exerce un rôle d'opresseur au service de son impérialisme dans la région.** Etant des « transplants » d'une minorité colonisatrice, ils ont un caractère raciste et militariste pour se maintenir. Ceci était très clair dans le cas du gouvernement blanc de Rhodésie, des colons français en Algérie ou de l'apartheid d'Afrique du Sud.

Le fait que les premiers colons sionistes en Palestine étaient les juifs poursuivis en Europe ne peut dissimuler la réalité selon laquelle le projet du sionisme a été, dès le début, la création d'une enclave coloniale. Depuis sa fondation, en 1948, l'Etat d'Israël a servi de « chien de garde » des intérêts des grandes puissances impérialistes dans une région stratégique comme le Moyen-Orient. A la fin de la I<sup>ère</sup> Guerre Mondiale, le chef sioniste Chaim Weizmann, qui devint ensuite président d'Israël, garantît à l'impérialisme anglais qu'« *une Palestine juive serait une sauvegarde pour l'Angleterre, en particulier en ce qui concerne le canal de Suez* ». <sup>45</sup> Soutenu par cette population de colons qui, attirés par le prêche sioniste, immigrèrent en Palestine, Israël s'est toujours comporté en accord avec ce projet et cet objectif. Il est pour cette raison impossible d'analyser le caractère d'Israël et la psychologie politique de sa population sans prendre comme point de départ cette « marque de naissance ».

### **Un Etat raciste**

Tout d'abord, depuis sa fondation, Israël se constitua, idéologiquement et législativement, comme un Etat raciste. Il s'agit **officiellement** d'un « Etat juif ». Ce n'est pas un Etat de tous les habitants qui résident ou sont nés dans le pays : sont citoyens, ceux que l'on considère de foi ou de descendance juive. Pour rendre ce caractère raciste

---

<sup>45</sup> Weinstock, Nathan. *Zionism, false messiah*, p.96

plus évident, signalons que 90 pour cent des terres sont exclusivement réservées aux juifs, à travers le *Fonds National Juif*, dont le statut définit que ces « terres d'Israël » appartiennent à cette institution et qu'elles ne peuvent être vendues, louées ni même travaillées par un « non-juif ». Plus encore, il est interdit aux palestiniens d'acheter ou même de louer les terres annexées par l'Etat depuis 1948.

Parallèlement, les juifs du monde entier peuvent légalement immigrer et obtenir la nationalité israélienne, ainsi qu'une infinité de privilèges que les indigènes non juifs ne possèdent pas. Depuis la fondation d'Israël, il existe un système de discrimination ethnique qui domine absolument tous les destins des vies palestiniennes: Que dirait-on aujourd'hui d'un pays dont la politique officielle est l'expropriation des terres des non-Juifs ou d'un pays qui interdit simplement qu'un non-juif qui se marie avec une juive puisse y résider? Évidemment, on dirait qu'on parle d'un flagrant cas de discrimination, d'antisémitisme, et cet Etat pourrait être comparé au nazisme ou à l'apartheid sud-africain. Toutefois, par le biais d'une série d'institutions et de lois qui **affectent uniquement les habitants non juifs de cet Etat**, cette situation est légale en Israël.

La *Loi de nationalité* établit de nettes différences dans l'obtention de la citoyenneté entre Juifs et non-Juifs. Selon la *Loi de Citoyenneté*, aucun citoyen israélien ne peut se marier avec un résident des Territoires Occupés de la Palestine. S'il le fait, il perd les droits citoyens en Israël et la famille, si elle ne se sépare pas, doit émigrer.

Par la *Loi de Retour*, tout juif du monde peut être citoyen israélien. Par contre, **par le seul fait de ne pas être juifs**, les parents des citoyens palestiniens de l'Etat d'Israël qui vivent à l'étranger (beaucoup d'entre eux expulsés de leurs terres en Palestine ou descendants d'expulsés) ne peuvent obtenir le même bénéfice.

La *Loi de l'Absent* permet l'expropriation des terres qui n'ont pas été travaillées pendant un certain temps. Mais la terre d'un juif n'a jamais été expropriée. La plupart des expropriations ont été effectuées sur des réfugiés palestiniens en exil, sur des palestiniens citoyens d'Israël et sur tout palestinien qui résidait sur la Rive Occidentale du Jourdan et avait des terres dans la zone étendue de Jérusalem.

Ces lois ne sont qu'une petite partie de la législation utilisée exclusivement contre la population arabe d'Israël. Outre l'important élément



économique que représente la perte de nombreuses extensions de terres des Palestiniens, le composant social est déterminant : la division de beaucoup de familles, obligées d'émigrer. D'autres lois, qui commencent à être dénoncées, empêchent le mariage entre des personnes non juives qui habitent des zones autres que les territoires occupés ou même la réunification de familles : mari et femme, parents et enfants, etc. :

*« De la même façon, en 2000 ont été 'remises en vigueur' des règles émises au sujet des palestiniens dont les conjoints étaient des citoyens de pays arabes, c'est-à-dire non occidentaux, et qui n'ont pas eu d'autorisation pour retourner chez eux. Entre 1994 et 2000, pendant les années d'Oslo, des instructions ont été données pour retarder le processus 'd'unification familiale', que des dizaines de milliers de familles dans les territoires occupés attendent. Ces familles ne vivent pas dans les villes israéliennes de Haïfa ou Ashkelon, mais sur la Rive Occidentale et dans la Bande de Gaza. »<sup>46</sup>*

Les postes de contrôle « uniquement pour palestiniens », imposés par l'armée d'occupation et accompagnés d'attentes intentionnellement longues et irritantes, contrastent avec les routes modernes et libres « uniquement pour non-Juif ».

Cette politique raciste s'aggrave de plus en plus: *« La construction du Mur autour et à l'intérieur des limites municipales de Jérusalem empêchera définitivement le retour des palestiniens expulsés de Jérusalem, par la confiscation de leurs terres, la démolition de leurs maisons ou les pressions de groupes de colons extrémistes. Selon la politique du 'centre de vie', ils perdront leurs droits de résidence permanente à Jérusalem et jamais plus ils ne pourront entrer dans la ville sans autorisation spéciale. Les propriétés qu'ils 'auraient abandonnées' à Jérusalem peuvent être expropriées selon la loi israélienne des 'Propriétaires Absents'. »<sup>47</sup>*

### **Une société de plus en plus violente et militariste : le génocide des peuples conquis**

Un Etat comme Israël a besoin d'exercer une violence permanente contre la population dominée. Pour maintenir son caractère colonial et

---

<sup>46</sup> Amira Hass, *Haaretz*, 5/9/06.

<sup>47</sup> Elodie Guego, *Rebelión*, 10/9/06

raciste, il ne peut tolérer ni résistance interne ni défis sur ses frontières. Son caractère lui-même le conduit à être expansionniste et à réprimer toute remise en cause de sa nature, aussi minime soit-elle.

C'est pour cette raison que depuis sa fondation, Israël a toujours pratiqué une politique de « nettoyage ethnique » des palestiniens en les privant de leurs terres ancestrales ou en réprimant avec dureté tant les Palestiniens qui vivent à l'intérieur de ses frontières que ceux qui vivent dans les territoires occupés.

Plus de 10.000 prisonniers politiques palestiniens, parmi lesquels des centaines de mineurs d'âge, pourrissent dans les prisons sionistes. La torture est légalement pratiquée et les « assassinats sélectifs » de combattants dans les territoires sont une routine quotidienne. On ne peut donner d'autre nom à cet Etat que celui de « nazi » : quand on poursuit un peuple complet dans le but d'éliminer son identité, de le rendre esclave ou de l'expulser de sa terre, il n'y a pas d'autre nom qui exprime mieux cette essence politique. La terrible contradiction historique réside dans le fait que ce sont les descendants de ceux poursuivis en Europe qui appliquent aujourd'hui ces mêmes méthodes contre un autre peuple.

Pour défendre ce caractère de l'Etat sioniste, la population israélienne vit toujours sur le « pied de guerre ». A ses 18 ans, tout citoyen ou citoyenne israélien doit accomplir un service militaire obligatoire de trois ans pour les hommes et de deux ans pour les femmes. Ils sont ensuite « réservistes » jusqu'à leurs 50 ans avec un mois d'entraînement annuel.

Il s'agit donc d'une population éduquée pour être toujours au service de l'armée. Et cela est naturellement accepté par les Israéliens puisque seule la force des armes peut garantir la survie de l'enclave coloniale. C'est pourquoi les forces armées sont, en réalité, l'institution la plus importante de l'Etat. Ce n'est pas un hasard si la majorité des chefs politiques les plus importants dans l'histoire du pays ont d'abord été des chefs militaires.

Pour cette population, l'utilisation de l'extrême violence contre les Palestiniens ou les voisins arabes est un « fait naturel ». La répression à Gaza et en Cisjordanie est, par exemple, rarement le thème des médias à l'intérieur d'Israël. En fin de compte, les Palestiniens ne sont presque pas considérés comme des êtres humains ou, du moins,

comme ayant des droits humains. Les assassinats et les tortures sont seulement une conséquence du « droit d'Israël à se défendre » contre l'Intifada ou les attentats suicides. Jusqu'il y a peu, ces questions n'entraient même pas dans les informations des journaux israéliens. C'était à peine un problème *policier* exclusif des territoires, un ennui à éviter avec davantage de répression ou avec l'isolement du *Mur de la Honte*.

Les divisions et les inégalités entre les différents groupes de la population juive sont une autre expression de cette société raciste. Historiquement, l'élite provenait des Ashkénazes, les Juifs originaires d'Europe. En dessous d'eux, se situent les Juifs orientaux ou séfarades, qui reçoivent un traitement meilleur que les Arabes israéliens. Récemment, l'immigration d'un million de Juifs russes a donné naissance à un secteur peu apprécié par les autres groupes sociaux de par sa renommée de profiteurs des subventions de l'Etat.

Un autre secteur qui accomplit un rôle de parasites est celui des colons agricoles qui vivent dans les territoires occupés en 1967. Ils sont la base de soutien de la droite et de l'extrême droite religieuse et exigent toujours davantage de bénéfices de l'Etat pour agir comme avant-garde de la colonisation des terres palestiniennes et de l'expulsion des Palestiniens. Ils proviennent en général des dernières immigrations et vivent, en échange de subventions et de financement de l'Etat, dans des bunkers très protégés, à côté de la population arabe.

Ces dernières années, il y a aussi eu une population fluctuante d'immigrants temporaires non juifs apportés de lieux éloignés, comme les Philippines et d'autres points de l'Asie, pour remplacer la main d'œuvre palestinienne que les fermetures de frontière empêchent de travailler dans les entreprises israéliennes. Ce sont quelque 250.000 personnes qui travaillent dans des secteurs comme la construction dans des conditions de semi-esclavage. Ce sont des parias qui n'ont aucun droit et vivent en marge de la société israélienne.

### **Malgré les crises et les différences, les colonisateurs israéliens défendent leur Etat**

Il existe, au-delà de ces différenciations sociales, un point commun qui unit tous les citoyens juifs israéliens : ils savent que, d'une manière ou d'une autre, ils vivent de l'usurpation de la terre d'un autre peuple et de l'appui qu'ils reçoivent de l'impérialisme pour accomplir

le rôle de « chien de garde » dans la région. Ils savent que les peuples arabes et musulmans sont leurs victimes et ils craignent que ces peuples ne s'unissent et les expulsent. La principale cohésion de cette société raciste, violente et militariste est dès lors la peur de l'« ennemi commun », ravivée en permanence et avec force par les dirigeants politiques israéliens de tout bord. « *Eux ou nous* », voilà le mot d'ordre de base qui maintient l'union et les liens dans cette société. En ce sens, l'idée sioniste de « notre droit à l'existence » signifie la défense de l'Etat raciste, l'Etat des Juifs comme privilégiés qui ont pillé les indigènes et exploitent cette circonstance.

Cela explique que l'immense majorité des Israéliens serait favorable à la « séparation unilatérale » et le « nettoyage ethnique » des palestiniens. C'est aussi la raison pour laquelle ils soutiennent la destruction du Hezbollah et ont massivement approuvé la guerre contre le Liban, quand bien même son caractère génocidaire était évident. Ce qui est certain, c'est qu'après chaque guerre, y compris la dernière, qui s'est terminée sur un échec, ce sont les politiciens les plus à droite dans l'univers politique sioniste qui se fortifient.

Ce caractère de la population juive israélienne a aussi une base économique. Essentiellement, Israël peut être défini comme une grande base militaire de l'impérialisme dans laquelle vivent aussi les parents des soldats et où on développe quelques activités productives d'appui. Mais le centre de son fonctionnement est clairement la guerre et la production d'armements.

Mesuré selon des paramètres « normaux », l'Etat israélien a un déficit budgétaire chronique. La balance commerciale est aussi déficitaire de presque 10 milliards de dollars. Mais ces « trous » sont couverts par des fonds provenant de l'extérieur. Il y a d'abord par les 3 milliards de dollars annuels de subventions qu'envoient officiellement les Etats-Unis. Ensuite, on calcule que 2 milliards additionnels arrivent de ce pays à travers d'autres rubriques. Et finalement, il y a les fonds que récoltent les organisations sionistes du monde entier.

En même temps, la production d'armement et de technologie associée est depuis des années la principale activité économique du pays. Celle-ci n'approvisionne pas seulement les besoins propres d'Israël. Presque 40% des exportations du pays, quelque 12 milliards de dollars annuels, sont des armes et de la technologie militaire. Malgré sa petite

population, Israël est aujourd'hui le cinquième exportateur de produits militaires du monde, bien que, dans les données fournies par les pages officielles du pays, ces produits soient déguisés sous le nom de « produits de haute technologie ». Il y a même eu un petit « rappel à l'ordre » des Etats-Unis concernant l'exportation de radars militaires à des pays comme la Chine et l'Inde. Autrement dit, la plupart de la population israélienne vit directement ou indirectement du budget pour la guerre et de la fabrication d'armes.

### **Une armée en voie de corruption**

Dans ce cadre, il est totalement compréhensible que la défaite au Liban ait ouvert une profonde crise. Cette défaite a montré qu'Israël est « un pays vulnérable » (selon les mots du quotidien *Haaretz*) et que la supériorité militaire historique ne lui donne pas une garantie à vie. Les réfugiés de Haïfa et du Nord du pays en ont fait l'expérience directe.

Il est intéressant d'analyser le processus de détérioration qui s'est déroulé au sein de l'armée sioniste. Uri Avneri, un pacifiste israélien de l'organisation Gush Shalom, formule le diagnostic suivant : « *L'occupation [des territoires palestiniens] est en train de corrompre notre armée [...]. La dernière guerre sérieuse... a été celle d'Yom Kippour, en 1973. Après plusieurs revers importants, l'armée a obtenu une impressionnante victoire. Toutefois, quand elle a eu lieu, l'occupation avait seulement six années. Maintenant, trente-trois années après, nous voyons les dommages faits par le cancer appelé 'occupation', qui s'est déjà été étendu à tous les organes du corps militaire.* »<sup>48</sup> L'attitude du général Dan Halutz, commandant en chef des troupes israéliennes, qui s'occupait du destin de ses investissements boursiers en pleine réunion dans laquelle on décidait de l'invasion au Liban, est un symptôme du degré de détérioration de la morale dans les hautes sphères de l'armée israélienne.

Avneri se réfère au fait que l'extraordinaire disparité entre l'armée sioniste et la résistance palestinienne a conduit les fonctionnaires et les soldats israéliens à s'habituer, pendant plusieurs années, à attaquer leurs objectifs sans devoir se préoccuper de la riposte. Ils attaquaient, bombardaient et assassinaient à volonté, presque sans courir des risques. Mais ils ont dû faire face maintenant, déjà sans la morale et,

---

<sup>48</sup> ¡Buenos días, Elijahu!, Rebelión, 02/09/06

même, sans l'entraînement nécessaire, à une véritable guérilla : « *Pendant trente-neuf ans, ils ont eu à faire avec le travail d'une force policière coloniale : courir derrière des garçons que jettent des pierres et des cocktails molotov, arrêter des femmes qui essayent d'empêcher qu'on saisisse leurs fils, capturer des personnes qui dorment dans leur maison.* »

Pour un Etat comme Israël, qui est une enclave et un gendarme colonial, c'est terrible d'avoir un problème d'une telle gravité au sein de l'armée et cela produit une insécurité à tous les niveaux de la société. Au fur et à mesure que la réalité a tendance à se montrer de plus en plus dangereuse, beaucoup d'israéliens deviennent fatigués de cette atmosphère. Cela se manifeste dans un nombre non négligeable de personnes qui abandonnent le pays.

Ces chiffres sont soigneusement dissimulés, mais c'est déjà un fait qu'un nombre considérable d'israéliens, dont beaucoup sont issus de l'élite intellectuelle et professionnelle, cherchent une solution individuelle dans l'émigration pour sortir de l'enfer de la « guerre permanente ». Beaucoup d'entre eux sortent discrètement, en alléguant des projets d'étude ou des travaux temporaires à l'étranger (principalement aux Etats-Unis et en Europe) mais une grande partie reste là-bas et ne revient au pays que pour rendre brièvement visite à leurs familles. La propagande sioniste ne mentionne jamais ce fait. Elle se limite à montrer les nouveaux immigrants juifs qui viennent s'installer en Israël, même pendant la guerre, en essayant de démontrer une ardente foi sioniste. Un autre chiffre qui va en augmentation est celui de la désertion non explicite, l'émigration de jeunes en âge militaire qui essayent d'éviter le front et le service dans les territoires palestiniens ou libanais.

### **La base de la société israélienne ou sa classe ouvrière peuvent-elles se retourner contre le sionisme ?**

La crise en Israël, et spécialement au sein de l'armée, est très importante car elle affaiblit l'Etat sioniste et ouvre des brèches pour que la résistance arabe puisse frapper et préparer la défaite d'Israël. Mais nous ne pouvons pas analyser Israël comme un pays « normal », ni même comme pays impérialiste. Sa population est formée par des colons usurpateurs qui dépendent de l'existence de cette enclave raciste

pour maintenir leur niveau de vie et être protégés contre les revendications des peuples spoliés.

Voyons une chronique de Lidon Soriano, une Espagnole qui a passé plusieurs semaines avec les Palestiniens, puis en Israël et dans les colonies sionistes de la Cisjordanie : *« Le sentiment d'arrogance et de supériorité des israéliens et leur conception des palestiniens et des arabes en général comme des êtres inférieurs, non civilisés, violents, qu'ils craignent d'une manière totalement irrationnelle, ce sentiment est accentué pendant le service militaire et peut être perçu dans toute sa rigueur à chacun des check points qu'on doit traverser. Il est habituel de voir les soldats traiter les Palestiniens comme des animaux. »*

Sur sa visite dans une colonie juive en Cisjordanie, elle relate: *"Ce que l'on voit et ressent en passant par-là est qu'il s'agit de lieux sans âme. Ce sont des endroits si artificiels, si étrangers à l'environnement qui les entoure qu'indubitablement, la manière la plus exacte de les qualifier est par le terme de 'cancer', un tissu qui se développe de façon totalement différente du tissu sur lequel il est localisé et qui, en outre, est nuisible et peut être létal. Une autre coïncidence entre les colonies et le cancer est son traitement, qui ne peut pas être autre que la destruction de ce nouveau tissu étranger et nuisible, sa destruction ou son extirpation radicale. Il n'y a pas d'autre possibilité. »*<sup>49</sup> Cette image éloquente de « cancer » et le traitement pour le soigner peuvent réellement être appliqués à l'ensemble de l'Etat d'Israël.

### **Polémique sur la solution pour la Palestine**

De plus en plus de personnes sont horrifiées par l'action génocide d'Israël, rejettent sa façon d'agir et cherchent une solution à cette situation de guerre permanente dans la région. De manière générale, nous pouvons dire qu'il y a trois positions différentes.

---

<sup>49</sup> Lidon Soriano, *Rebelión*, 14/9/06. Voici quelques autres précisions dans le même article : *« En plus, quand vous parlez avec les colons, vous vous rendez compte de la pourriture qu'ils ont dans leur tête :*

- *Ceci est notre terre, elle nous appartient.*
- *Les Palestiniens sont non-civilisés et violents et il est impossible de parler avec eux, car ils ne veulent pas la paix.*
- *Les Arabes veulent nous détruire et nous avons le droit et le devoir de nous défendre.*
- *L'armée israélienne ne fait rien d'autre que défendre la population contre les terroristes palestiniens.*

*Un autre argument, qui revient toujours à la fin de la conversation et qui montre leur sentiment d'être les victimes et leur manque complet d'autocritique politique et de capacité de réflexion, est : « tout le monde nous haït, je ne sais pas pourquoi, mais tout le monde nous haït ».*

La solution la plus étendue a été pendant des années celle de « deux peuples, deux états », un Etat juif et un Etat palestinien. Cette proposition va dans le même sens que la résolution de l'ONU de 1947 qui a divisé le territoire palestinien et créé Israël. A partir des Accords d'Oslo, il y a eu une très forte pression pour que les Palestiniens acceptent cette solution. La trahison de l'OLP, sous la direction d'Arafat, a permis la création de ce monstre appelé Autorité Nationale Palestinienne (ANP), qui légitimait Israël et se donnait l'impossible tâche de construire, sur base de bantoustans isolés, un « Etat palestinien » non viable, totalement dominé économiquement et militairement par l'opresseur raciste. Durant ces années, l'intellectuel palestinien Edward Saïda bien qualifié qu'il s'agissait de quelque chose comparable au « *gouvernement collaborationniste de Vichy sous la domination nazie en France* », pendant la Seconde Guerre Mondiale. Cette alternative place l'Etat raciste, le cancer, au même niveau que les populations exclues, avec une domination claire du premier.

Mais après presque 15 ans d'application des Accords d'Oslo, et devant l'échec évident de cette politique pour générer une véritable solution, certains de ses partisans dans la gauche ont commencé à réaliser que cette possibilité est de moins en moins viable à cause de l'action d'appropriation de davantage de terres, d'expulsion de plus de palestiniens et de répression dans les territoires menée par Israël elle-même. Le Mur de la Honte ainsi que le vol de plus de la moitié des terres de Cisjordanie et des sources d'eau ont rendu invivable même ce « mini-Etat palestinien » prévu par les accords d'Oslo. L'enclave sioniste n'accepte pas de se retirer des territoires occupés en 1967 ou de donner une autonomie réelle aux palestiniens.

La seconde proposition est celle de la construction d'un « Etat binational » de type fédératif, comme c'est le cas en Belgique. Cette position est aujourd'hui pratiquement oubliée mais a été avancée, en son temps, par des courants de la gauche sioniste comme Hashomer Hat-zair. Elle présente les mêmes problèmes que la solution des « deux Etats » que nous venons d'analyser, sans compter le fait que le sionisme n'acceptera jamais de donner des droits de citoyen aux Palestiniens, par crainte du « danger démographique » que représenterait l'incorporation de plus de trois millions de "non-Juifs".



## **La seule véritable solution : détruire l'Etat d'Israël**

Nous revenons donc à la grande question mise à l'ordre du jour : il n'y aura pas de paix au Moyen-Orient ni de véritable solution en Palestine jusqu'à ce que l'Etat d'Israël ne soit définitivement mis en échec et détruit, c'est-à-dire jusqu'à ce que le cancer impérialiste qui ronge la région ne soit extirpé de manière définitive. Toute autre solution signifie la survie du 'cancer' et la continuation de son action létale et destructive.

Comme nous l'analysons dans un autre article de cette édition, cette tâche historique, équivalente à la destruction de l'Etat nazi allemand ou de l'Etat de l'apartheid sud-africain, se présente maintenant, après la défaite des troupes sioniste au Liban, comme possible et à l'ordre du jour, dans la mesure où se développe une lutte politique et militaire unifiée non seulement du peuple palestinien mais de l'ensemble des masses arabes et musulmanes.

Nous voulons développer ici un autre aspect de la polémique dans la gauche mondiale : Quelles actions sont-elles nécessaires pour obtenir la destruction d'Israël ? Notre position est que, dans cette lutte, chaque coup infligé à l'Etat et l'armée sionistes et chaque action qui provoque une sensation d'insécurité dans la population de l'enclave est positif. La lutte contre une usurpation coloniale est toujours très dure. L'indépendance de l'Algérie a par exemple exigé des années de rébellion, des actions partisans et une campagne mondiale d'appui pour parvenir à mettre en échec non seulement l'armée française, mais aussi les groupes fascistes comme l'OAS, et obliger les colons impérialistes français à abandonner leurs propriétés dans le pays.

Dans le cas d'Israël, cette question s'accentue. Par sa nature d'« Etat gendarme », dont le quartier général est Tel-Aviv, toutes les structures sociales font partie d'une machine militaire. Un kibboutz est une forteresse armée de colons, une ville israélienne aussi. C'est pourquoi les attaques contre des kibboutzim et des villes avec des fusées sont des actions complètement légitimes et nécessaires d'une guerre de libération nationale. Ces attaques, et la chute du moral des habitants de l'enclave qui en résulte, contribuent à l'objectif de détruire l'Etat génocide. Dans le cas contraire, si nous ne soutenons et ne défendons pas ces actions, nous tomberions dans le faux « juste milieu » d'organisations comme Amnesty International, qui ont condamné les deux camps pour

« crimes de guerre », plaçant un signe d'égalité entre les actions de l'Etat sioniste et celles de la résistance libanaise, comme le font les résolutions de cet outil de l'impérialisme qu'est l'ONU.

Nous revendiquons le fait que la destruction de l'Etat d'Israël permettra la récupération du territoire historique de la Palestine et la construction d'une Palestine Laïque, Démocratique et Non Raciste, consigne constitutive de l'OLP dans les années 70. Dans cette Palestine sans murs ni camps de concentration, les millions de réfugiés expulsés de leur terre pourront revenir et les millions de personnes qui sont restées et sont aujourd'hui opprimées pourront récupérer leurs droits. Tous les Juifs disposés à coexister en paix et en égalité pourront aussi rester. C'est pourquoi nous appelons les travailleurs et le peuple juifs à s'intégrer à cette lutte contre l'Etat raciste et gendarme d'Israël. Toutefois, nous devons être conscients du fait que, par le caractère de la population juive israélienne que nous avons analysé, le plus probable est que seule une petite minorité accepte cette proposition tandis que la grande majorité d'entre eux défendra certainement becs et ongles « leur Etat » et leurs privilèges et que nous devons donc lutter contre eux jusqu'au bout.

# Le chantage de l'antisémitisme

**Alejandro Iturbe**

Membre de la direction nationale du FOS  
(Frente Obrero Socialista - Argentine)

**Josef Weil**

Membre de la direction nationale du PSTU  
(Partido Socialista dos Trabalhadores Unificado - Brésil)



Le sionisme a toujours utilisé la mémoire de l'holocauste nazi et de l'antisémitisme qui en a été à l'origine pour défendre sa politique. Son argument était que seulement la création et l'existence d'Israël pourraient garantir un refuge pour les Juifs poursuivis ainsi que la sécurité pour tous les Juifs du monde. A partir de cette idée, il a

identifié les concepts de « judaïsme » avec celui de « sionisme » et il a stigmatisé automatiquement toute personne qui critique Israël et le sionisme d'« antisémite ».

Cet argument faux et hypocrite cherche à cacher l'ironie historique cruelle du fait que ce sont aujourd'hui les Juifs israéliens - dont beaucoup sont descendants de ceux poursuivis par le nazisme allemand - qui appliquent cette méthodologie inhumaine de destruction sur les Palestiniens. Ce fait met non seulement les sionistes au même niveau des nazis d'antan, mais il est devenu aujourd'hui, selon le pacifiste israélien Uri Avnery, « *l'usine la plus grande du virus de l'antisémitisme* ».

D'autre part, une étude de l'histoire du sionisme nous montre qu'à l'époque du nazisme, les courants sionistes ont été des complices de l'holocauste et n'ont rien fait pour sauver les Juifs de l'Europe Occidentale, en fonction de leur objectif majeur de créer coûte que coûte un « Etat juif ».

En même temps, il faut souligner que l'antisémitisme, bien qu'il subsiste, a cessé d'être une des principales manifestations de racisme et de discrimination dans le monde. La plupart des Juifs se sont intégrés dans les sociétés et certains secteurs font même partie des classes dominantes. Dans les pays impérialistes, les actions les plus intenses de discrimination et de racisme sont dirigées actuellement contre les

noirs et les immigrants arabes, musulmans, latino-américains et africains. Par exemple, actuellement, les attaques des Allemands néonazis ne sont pas dirigées principalement contre les Juifs mais contre les immigrants turcs.

Au-delà de cette analyse, nous répudions toute manifestation antisémite et toute attaque contre les Juifs pour le seul fait de l'être. Si un fait de ce type se produisait, par exemple, en Argentine ou en Russie, nous n'avons aucun doute qu'il faut y répondre avec une mobilisation unitaire pour le rejeter.

Mais cette position de principe ne peut pas nous faire oublier que, pour les sionistes, « antisémite » est toute personne qui s'oppose au caractère raciste et génocidaire de l'Etat d'Israël, le véritable nazisme actuel.

# Nos accords et nos désaccords avec le Hezbollah

**Alejandro Iturbe**

Membre de la direction nationale du FOS  
(Frente Obrero Socialista - Argentine)

**Josef Weil**

Membre de la direction nationale du PSTU  
(Partido Socialista dos Trabalhadores Unificado - Brésil)



La guerre récente au Liban et la victoire obtenue sur les troupes israéliennes d'invasions ont hissé le Hezbollah au rang de référence principale pour les masses arabes et musulmanes dans la lutte contre Israël. Les drapeaux

de cette organisation et les photos de leur chef, Hasan Nasrallah, apparaissent aujourd'hui dans toutes les mobilisations de la région, ainsi que dans celles des émigrants dans d'autres pays du monde. Nous pouvons dire que, de fait, le Hezbollah est devenu une direction reconnue par les masses arabes et musulmanes. Il est donc nécessaire de définir de quel type d'organisation il s'agit et de préciser les accords et les désaccords que nous avons, ainsi que notre politique envers elle.

## **Son histoire**

Le Hezbollah est une organisation politique libanaise d'idéologie fondamentaliste islamique, fondée au début des années 80 sous l'impulsion d'une aile de la hiérarchie chi'ite liée au régime iranien récent de l'ayatollah Khomeyni.

Depuis lors, il a eu une croissance et un développement constant. Deux facteurs ont influencé cette dynamique. D'abord, le Hezbollah ne reconnaît pas l'existence de l'Etat d'Israël et appelle à le détruire, ce pourquoi il a commencé à occuper l'espace que laissaient les courants qui abandonnaient cette consigne, comme l'OLP et le nationalisme

laïque arabe. Deuxièmement, son attitude face à l'invasion israélienne au Liban, à partir de 1982, lui a permis de gagner un poids de masse au Liban, en s'enracinant dans la population chi'ite des quartiers les plus pauvres de Beyrouth et du sud du pays.

A partir de là, le Hezbollah s'est non seulement développé comme organisation militaire mais il s'est mis aussi à administrer des centaines de communes, des hôpitaux, des écoles et des entreprises de construction de logements populaires. Il a aussi participé aux élections, il a obtenu plusieurs députés et il fait partie actuellement du gouvernement du Liban, avec plusieurs ministres. C'est-à-dire, il ne s'agit pas d'un courant de guérilla classique, mais d'une direction bourgeoise qui s'est intégrée aux affaires de l'Etat bourgeois, en maintenant une force militaire propre, supérieure à l'armée nationale libanaise elle-même. C'est pourquoi, l'impérialisme, Israël, l'ONU et des secteurs de la bourgeoisie libanaise ont toujours essayé de le désarmer. C'était le principal objectif de la récente invasion israélienne au Liban et de la guerre qui l'a suivie.

C'est précisément en réponse à cette agression brutale que le Hezbollah a mis en échec les troupes sionistes. Ceci non seulement l'a transformé, de fait, en armée de libération nationale du Liban mais a augmenté énormément son prestige partout dans le monde musulman.

### **Les accords et les critiques**

**Notre principal accord avec le Hezbollah est donc la proposition de détruire l'Etat d'Israël.** Cette organisation, avec sa lutte militaire et sa victoire sur les troupes sionistes, a fait que cette tâche est aujourd'hui possible et concrète, comme jamais avant, depuis la fondation d'Israël. En ce sens, **nous nous trouvons, sans aucun doute, dans le camp militaire du Hezbollah dans sa lutte contre Israël.**

**Dans le cadre de cette unité d'action, nous n'accordons aucune confiance politique dans sa direction, à cause de son caractère bourgeois et religieux.** Il faut de toute façon alerter que, par son caractère bourgeois, la direction du Hezbollah finira, tôt ou tard, par capituler à l'impérialisme.

Quelques éléments de cette capitulation se sont déjà manifestés aujourd'hui. Par exemple, ses dirigeants soutiennent l'armée et l'Etat bourgeois du Liban, en leur permettant de récupérer un espace et un prestige, bien qu'ils n'aient pas bougé un seul doigt pour défendre le

pays contre Israël. Ses dirigeants acceptent, tout comme les autres forces qui participent au parlement libanais, la division confessionnelle imposée par l'impérialisme français et la bourgeoisie locale, qui jusqu'à aujourd'hui oblige les Libanais à voter selon leur confession.

La direction du Hezbollah n'a pas non plus fait de pas concret pour unifier la lutte des masses arabes et musulmanes contre Israël, quand elle avait les conditions pour appeler à généraliser les milices à tout le peuple libanais, au-dessus de toute division religieuse, et spécialement, pour appeler à l'incorporation active à cette lutte de près de 500.000 réfugiés palestiniens qui vivent au Liban. Cette contribution à la lutte est essentielle, non seulement par son poids social mais aussi parce que ce serait une façon concrète d'unir les luttes contre Israël dans la région. Finalement, la direction du Hezbollah n'a pas appelé à renverser les gouvernements des complices d'Israël et de l'impérialisme dans la région, comme ceux de l'Arabie Saoudite, l'Égypte et la Jordanie. En ce sens, elle ne critique pas non plus le gouvernement iranien pour son appui au gouvernement marionnette de l'occupation en Iraq.

Clarifions que, pour le moment, nous parlons d'*éléments* et non de *capitulation* parce que le Hezbollah maintient son appel à détruire Israël et, en même temps, il a refusé d'être désarmé. C'est pourquoi, ces critiques ont lieu, actuellement, dans le cadre de l'appel à l'unité d'action dans cette lutte et de l'exigence envers la direction du Hezbollah de mettre en oeuvre tout ce qui est nécessaire pour détruire Israël.

### **Quelle issue devons-nous construire?**

Une autre différence très profonde que nous avons avec le Hezbollah et d'autres courants islamiques est la proposition de construire des États islamiques en Palestine et dans les nations musulmanes. Il est vrai que, au Liban, le Hezbollah parle de ne pas l'appliquer comme dans d'autres pays, mais cette proposition est toujours une partie centrale de son programme. Nous considérons qu'il s'agit d'une proposition totalement erronée parce qu'elle divise les Palestiniens ou les autres peuples de la région entre ceux qui ont une foi musulmane et ceux qui ne l'ont pas, au lieu de les unir dans la lutte contre le sionisme et l'impérialisme. D'autre part, l'expérience iranienne montre que cette politique finit par donner lieu à une dictature bourgeoise d'idéologie théocratique qui réprime la gauche, les travailleurs et les minorités

comme les Kurdes, qui opprime les femmes, au nom de la foi islamique.

Notre proposition est, au contraire, qu'après la destruction d'Israël, il faut construire un seul Etat palestinien laïque, démocratique et non raciste, comme un pas vers la formation d'une fédération de républiques socialistes du Moyen-Orient.

Il est évident que la consigne d'« Etat islamique » représente un recul par rapport à la vieille consigne constitutive de l'OLP. Ce recul n'est toutefois pas la faute des masses arabes mais des courants laïques « progressistes » et de la gauche, qui ont abandonné la lutte pour cette vieille consigne de l'OLP. En même temps, nous devons souligner que, même avec ses contradictions profondes, la position et l'action du Hezbollah sont aujourd'hui beaucoup plus progressistes que celles de tous ceux qui reconnaissent Israël et qui ont abandonné la lutte pour sa destruction.

En résumé, dans le cadre de la participation unitaire à la lutte contre Israël, nos critiques de la direction du Hezbollah se centrent, d'abord, sur son attitude inconséquente dans cette lutte et, deuxièmement, dans les différences profondes que nous avons avec son programme et son caractère de classe. L'issue de fond pour la région du Moyen-Orient passe par la construction d'une véritable alternative de direction ouvrière et révolutionnaire pour les masses.



# Une Palestine laïque, démocratique et non raciste

## La consigne démocratique qui peut ouvrir le chemin à la révolution ouvrière



Nahuel Moreno

Voici une lettre écrite par Nahuel Moreno en septembre 1982,<sup>50</sup> en réponse à la lettre d'un camarade chilien, qui mettait en question la validité des consignes proposées par la LIT-QI, à

l'occasion de l'invasion d'Israël au Liban en 1982 pour persécuter l'Organisation pour la Libération Palestinienne (OLP). Concrètement, le camarade mettait en question la validité de la consigne « *Pour une Palestine laïque, démocratique et non raciste* ». La réponse de Moreno illustre l'importance que la LIT-QI accorde à cette consigne, aujourd'hui à l'ordre du jour avec toute son actualité, par le soulèvement palestinien dans les territoires occupés de Gaza et de la Cisjordanie.

Chers camarades

Nous avons reçu votre lettre du 31 juillet avec des questions « sommaires » et des critiques implicites et explicites à nos positions sur le Moyen-Orient. La clé de nos différences, y compris concernant la méthode pour aborder le problème, se situe dans votre affirmation que la politique et la consigne d'une *Palestine laïque, démocratique et non raciste* sont bourgeoises et ne peuvent être retenues que « *si apparaîtrait un Etat de ces caractéristiques, en lutte contre le sionisme et l'impérialisme* ».

D'autre part, nos différences deviennent plus précises quand, à la fin de la lettre, vous affirmez qu'« *évidemment* » vous êtes d'accord avec nous sur « *la caractérisation de la guerre au Liban, avec les consignes centrales anti-impérialistes, et le fait de mettre l'accent sur la*

---

<sup>50</sup> Nahuel Moreno est mort le 25 janvier 1987. La lettre a été publiée en mars 1988 dans *Courrier International* n° 32.

*destruction de l'Etat sioniste* », ainsi que sur l'approbation de notre consigne « *clé* » d'appui militaire à l'OLP et aux troupes syriennes.

A première vue donc, les différences paraissent être simplement tactiques. Selon vous, nous sommes complètement d'accord sur « la clé » et « la base », qui seraient « *la destruction de l'Etat sioniste* ». Et vous marquez votre désaccord sur ce qu'il faut construire « ensuite » : pour nous, ce serait la consigne « bourgeoise » d'un Etat palestinien, laïque, démocratique et non raciste ; pour vous, par contre, ce serait la consigne que vous considérez comme « transitionnelle » et « classique du trotskysme », l'assemblée constituante palestinienne sur base de la destruction de l'Etat sioniste. Nous verrons que ce n'est pas si simple.

### **Qui détruit l'Etat sioniste ?**

En formulant cette première question, dérivée logiquement de notre accord de principe, les profondes différences de méthode commencent déjà, ce qui se reflète ensuite dans les politiques et les consignes. Si le but décisif et fondamental est la destruction de l'Etat sioniste, il s'agit d'établir quelles sont les forces objectives qui, à l'heure actuelle, sont embarquées dans cette tâche progressiste, historique, et quelles sont les meilleures consignes pour les soutenir et obtenir qu'elles accomplissent la tâche avec tout l'enthousiasme et toute la force possibles.

Les sabras et séfarades exploités et discriminés d'Israël, sont-ils en train de le faire ? Ou les travailleurs ashkénazes ?<sup>51</sup>

A l'heure actuelle, ces forces sont le bastion de l'Etat sioniste et non l'avant-garde de sa destruction. L'aristocratie ouvrière ashkénazi est complètement intégrée dans le sionisme, à travers le Parti Labour. Les sabras et séfarades ont donné la base électorale à Begin et soutiennent avec enthousiasme ses plans de colonisation des terres arabes.

Ceci laisse actuellement le mouvement arabe et mahométan comme seul secteur social en lutte permanente contre Israël, et dont l'avant-garde incontestée sont les Palestiniens, jetés de leur patrie par les sionistes. Depuis 34 années, quand l'Etat raciste a été construit, la façon de se battre pour sa destruction est de soutenir la guerre juste des Pa-

---

<sup>51</sup> Séfarades : Juifs qui suivent la tradition liturgique espagnole (en particulier dans la prononciation des mots des prières). Les Juifs ont été expulsés d'Espagne en 1492, le décret n'étant aboli qu'en 1967. Sabras : Juifs nés dans le territoire devenu Israël. Ashkénazes : Juifs d'Allemagne, de Pologne, de Russie, de l'ancien empire austro-hongrois et plus généralement d'Europe de l'Est. Ils ont une langue qui leur est propre, le yiddish.

lestiniens et des Musulmans. Nous ne voyons pas d'autre façon, parce qu'il n'y a pas d'autre force, dans la réalité objective, qui fait face, les armes à la main, au sionisme.

Comme trotskystes, nous devons donc essayer de trouver les consignes adéquates à cette réalité objective, c'est-à-dire, celles qui aident à la mobilisation et au combat arabe. Voilà notre méthode, qui n'est pas la vôtre.

### **Une consigne pour accomplir la tâche, ou pour après l'avoir accomplie ?**

Quand nos différences méthodologiques se manifestent dans des consignes différentes, un nouveau problème apparaît, celui du rôle et de la place qu'elles doivent avoir dans la lutte. Quand et pourquoi doit-on utiliser une consigne ?

Si nous nous guidons par votre consigne - *constituante palestinienne* - les consignes sont à l'ordre du jour après avoir accompli la tâche « de base ». Elles ne servent pas à mieux accomplir la tâche mais à résoudre une problématique postérieure à celle-ci, dans ce cas, la problématique qui apparaîtrait après la destruction de l'Etat sioniste.

C'est la méthodologie que Trotsky a définie comme celle de dissoudre le concret dans l'abstrait et le futurologique. En effet, vous dissolvez le concret, la lutte mahométane et palestinienne pour détruire l'Etat fasciste, raciste et basé le Vieux Testament, dans une abstraction futurologique : une fois l'Etat détruit, vous appellerez ses habitants actuels, qui sont sionistes et ont une majorité absolue sur les Palestiniens, à une constituante pour discuter de la réorganisation du pays, en donnant à chacun d'eux une voix, sur pied d'égalité avec les Palestiniens.

Nous, par contre, nous croyons que la consigne doit servir à la tâche : dans ce cas, la destruction de l'Etat israélien. Elle doit servir, non pour répondre à la problématique postérieure à cette destruction, mais pour mobiliser les Palestiniens, surtout quand l'abstraction futurologique est en outre complètement réactionnaire.

Votre consigne n'aide pas à ce que les seuls agents actuels de la destruction de l'Etat sioniste aient de plus en plus d'audace et de colère. Elle s'oppose contre ce but. La consigne d'*assemblée constituante palestinienne* sert aujourd'hui, consciemment ou inconsciemment, au sionisme. Elle s'arrange avec lui et c'est la raison pour laquelle elle est

avancée par Lambert<sup>52</sup> (et non par tout le trotskysme, moins encore par le trotskysme révolutionnaire).

### **Le piège du soutien honteux**

Un des problèmes de base de la guerre, qui s'est développé de différentes façons depuis 34 ans, est la discussion sur qui a le droit de rester en Israël, si les sionistes vont y rester ou non, si l'enclave impérialiste soutenue par les Juifs va rester ou sera détruite. Les Palestiniens disent que les sionistes - et les occupants qui se sont mis à fortifier l'enclave - doivent s'en aller, et ils combattent pour cela.

Si l'enclave reste - si Israël gagne la guerre - il peut adopter différentes formes. Il peut aller jusqu'à assimiler une minorité palestinienne collabo et lui permettre quelques droits, même des droits électoraux, pourquoi pas ? Mais s'il est détruit par la guerre palestinienne, cela signifie que les sionistes quittent Israël et, avec eux, ceux qui leur donnent leur base sociale et politique. Cette consigne, *les sionistes hors d'Israël*, est la décisive, celle qui donne contenu à notre formulation de destruction de l'Etat sioniste. Il n'y a pas d'autre façon de détruire l'Etat sioniste qu'en jetant les sionistes dehors. Quel genre de destructeurs de l'Etat sioniste sommes-nous, si notre cheval de bataille principal est celui de permettre aux sionistes qu'ils gagnent une élection d'assemblée constituante ou y prennent part, une assemblée constituante par laquelle nous nous engageons à combattre avec les sionistes et contre les Palestiniens, étant donné que ceux-ci ne considèrent pas l'élection des sionistes comme utile ?

L'assemblée constituante palestinienne après la destruction de l'Etat sioniste est précisément la manière honteuse de soutenir les sionistes et de valider leur présence, en donnant un vernis « démocratique » à leur usurpation fasciste.

Si l'on veut insinuer que cette constituante serait faite avec des habitants juifs non sionistes, nous avons déjà donné la réponse implicitement, plus haut. Ces habitants imaginaires n'existent pas. Si le prolétariat juif arrivait à rompre avec ses appareils sionistes (ce à quoi nous appelons), nous devrions étudier la meilleure manière pour qu'il rejoigne la lutte palestinienne. Mais cela ressort de la futurologie.

---

<sup>52</sup> Le courant Lambertiste de la IV<sup>ème</sup> Internationale. Pierre Boussel, alias Lambert, fut candidat à la présidence française en 1988.

Dans votre lettre, il y a une erreur théorique qui vous conduit vers la consigne de la constituante, à part que, comme nous l'avons vu, cette consigne ne serve pas à mobiliser les Palestiniens et soit pro-sioniste. Vous croyez qu'elle est « transitionnelle » et qu'elle est donc supérieure à la nôtre, qui est bourgeoise.

Cela est faux. C'est une consigne strictement bourgeoise, aussi bourgeoise que la nôtre. Les deux consignes n'ont rien de classiste. La constituante est une exigence démocratique bourgeoise, qui ne se base pas sur des classes mais sur des citoyens. A chaque habitant une voix, c'est l'expression suprême du droit politique bourgeois.

Comme toute revendication, indépendamment de son origine historique, elle peut jouer un rôle transitionnel, progressiste, régressif, révolutionnaire ou contre-révolutionnaire, selon le contexte. Par exemple, la consigne de constituante est criminellement contre-révolutionnaire dans toute enclave coloniale, ce pourquoi l'impérialisme la brandit généralement pour défendre l'enclave. Nous ne reconnaissons aucun droit démocratique bourgeois aux habitants des enclaves, envoyés par la métropole. Quand nous occuperons Guantánamo, nous n'appellerons pas à une constituante avec égalité de droits pour les Cubains et pour les colonisateurs de la base. Notre consigne est évidemment, *les Yankees hors de Guantánamo*, la même que celle que nous avons en Israël.

En Israël, actuellement, la consigne de *constituante* est contre-révolutionnaire de la même façon. Nous pourrions seulement l'avancer de manière ultra-propagandiste (et elle ne servirait à rien), précédée d'une explication très longue en disant qu'elle se tiendrait seulement à condition que tous les juifs sionistes, fascistes, racistes et qui ne veulent pas coexister avec les Arabes aient été jeté d'Israël.

Si cela n'est pas dûment clarifié, soit la consigne se dissout dans une formule abstraite comme celle de la destruction de l'Etat israélien, sans expliciter que cette destruction implique obligatoirement l'éloignement de ses habitants actuels, soit la consigne signifie accepter le fait consommé de l'occupation juive d'Israël et dire que nous allons dorénavant être tous démocratiques, y compris les fascistes.

## **Pourquoi la direction de l'OLP abandonne-t-elle sa consigne historique ?**

Par contre, la consigne bourgeoise et non-classiste de la *Palestine laïque, démocratique et non raciste*, en plus d'être la plus progressiste que le mouvement palestinien a avancée, peut ouvrir le chemin à la révolution ouvrière. Dans une autre situation, elle pourrait devenir contre-révolutionnaire, mais aujourd'hui elle accomplit un rôle précis, équivalent à celle de *les Yankees hors de Guantánamo* ou celle de *les sionistes hors d'Israël*. C'est précisément le « *non raciste* » de la formule. Et cela nous paraît très bien, que les racistes juifs soient jetés de la Palestine, ainsi que demain aussi les racistes arabes, mais demain, non aujourd'hui. Parce qu'aujourd'hui, le racisme arabe face à Israël est progressiste, il détruit l'Etat sioniste.

La consigne est tellement bonne que, au fur et à mesure que la direction de l'OLP et le mouvement arabe deviennent de plus en plus réactionnaires, ils l'abandonnent et, avec elle, ils abandonnent l'orientation politique de détruire l'Etat israélien, pour accepter la construction d'un Etat palestinien quelque part au Moyen-Orient.

Nous resterons seuls pour assumer la consigne démocratique-bourgeoise la plus ressentie et la plus avancée du peuple palestinien. Il ne s'agit pas de ramasser quelques résidus bourgeois ou petit-bourgeois. Nous insistons sur le fait que le rôle de chaque consigne dépend du contexte dans lequel elle est brandie. En ce sens, il est bon de se rappeler la tactique qu'a conseillé Trotsky, après que Hitler ait pris le pouvoir. Le Vieux conseillait d'étudier la possibilité d'exiger la convocation du parlement qui avait élu Hitler, avec quoi on aurait pu essayer de mener la petite-bourgeoisie à rompre avec le fascisme et à s'unir au prolétariat, par l'intermédiaire de la légitimité parlementaire. C'était la même chose en Autriche. La classe ouvrière, dans ce pays, ne croyant pas en la démocratie ouvrière ni en la dictature du prolétariat, Trotsky conseillait l'orientation de défendre la démocratie bourgeoise avec des méthodes de mobilisation de classe.

La consigne pour un parlement ultra-réactionnaire, la démocratie bourgeoise ou l'assemblée constituante, peut, dans certaines circonstances, se transformer en consigne progressiste ou transitionnelle, et nous croyons qu'au Moyen-Orient, la consigne bourgeoise qui accom-

plit ce rôle est celle de la *Palestine laïque, démocratique et non raciste*.

Elle sert - dans la mesure où elle est abandonnée par la direction de l'OLP - pour attaquer celle-ci avec le boomerang, ainsi que pour attaquer de la même façon tous les réformistes qui se mettent à pactiser avec l'impérialisme, en lui bradant la lutte contre l'Etat sioniste. Nous apparaissions comme les seuls « démocrates conséquents », disposés à utiliser toutes les mesures de lutte pour détruire l'Etat d'Israël, en imposant le grand objectif des masses arabes.

### **L'OLP, c'est quoi ?**

Nos différences méthodologiques et politiques sont intimement liées à celles que nous avons aussi en ce qui concerne la caractérisation globale de la situation et de l'OLP elle-même. Vous écrivez que « *si apparaît un Etat avec ces caractéristiques (laïque, démocratique et non raciste), en lutte contre le sionisme et l'impérialisme, nous le soutenons. Mais il n'est pas clair pourquoi nous revendiquons cela comme notre consigne* ». En cela, vous démontrez que vous ne croyez pas qu'il y a déjà une organisation laïque, démocratique et non raciste, en guerre contre Israël et l'impérialisme. Mais elle existe en germe depuis 1948 et elle s'est consolidée depuis 1969, quand l'OLP a été fondé.

Pour nous, la clé de la situation au Moyen-Orient est la guerre, parfois déclarée et parfois non mais permanente, du mouvement arabe et spécifiquement du mouvement palestinien contre l'Etat d'Israël. Cette guerre s'est manifestée sous différentes formes, de façon globale ou limitée, avec des confrontations entre Etats - comme celles dont l'Égypte et d'autres nations arabes ont été les protagonistes - ou avec des actions de guérilla, petites et grandes.

Parmi les différentes nations et nationalités en guerre permanente contre Israël, il y en a une, celle des Palestiniens lors de la constitution de l'OLP, qui a formé cette organisation laïque, démocratique et non raciste, l'avant-garde de la guerre contre le sionisme. La soutenons-nous dès maintenant ou espérons-nous qu'elle gagne la guerre, occupe Israël, récupère son territoire et, de cette façon, prend forme à nouveau comme un Etat, pour la soutenir seulement à partir de ce moment ?

Si nous faisons cela, nous la soutiendrions quand la guerre sera terminée, quand notre appui ne signifiera plus rien et quand la consigne perdra même son caractère transitionnel.

Vous caractérisez l'OLP comme s'il s'agissait d'un parti politique en plus. Pour nous, elle représente la nationalité palestinienne comme organisation étatique un peu spéciale, laïque, démocratique et non raciste, en guerre. C'est presque un Etat : c'est un front unique qui comprend tout le mouvement palestinien en lutte pour reconquérir sa patrie et être à nouveau un Etat. De fait c'est un gouvernement, et nous exigeons sa reconnaissance, de la même façon que nous le faisons pour le FSLN au Nicaragua. C'est une nationalité organisée à laquelle on a supprimé la terre. Quand elle la récupère, elle sera à nouveau une nation. C'est une nation *un peu spéciale*.

Quand vous ne reconnaissez pas cette fonction de l'OLP, la considérant comme une simple fraction politique des Palestiniens, vous accordez un fondement « de gauche » à la caractérisation de l'impérialisme. Lui non plus ne la reconnaît comme organisation nationale palestinienne. Il la définit comme un courant terroriste. Par contre, il accepte de négocier avec des personnages palestiniens que personne ne connaît et, éventuellement, avec les maires palestiniens de Judée et Samarie, parce que ceux-ci ont collaboré avec Israël.

Votre refus de reconnaître ce caractère de nation *un peu spéciale* sans territoire signifie valider le pillage de ce territoire par les sionistes et l'impérialisme et donner raison à ceux-ci quand ils soutiennent que les Palestiniens, une fois expulsés, ont cessé d'être une nationalité organisée.

De nos jours, la nationalité organisée palestinienne compte avec quelques 5 millions d'habitants, divisés en deux secteurs. Il y a ceux qui se trouvent dans les camps de réfugiés, dirigés par l'OLP, la majorité. Et il y a la couche de professionnels, techniciens et, en général, la classe moyenne accommodée, qui constitue le plus avancé du monde arabe et qui est active principalement dans les pays du Golfe Persique. Ces derniers n'ont pas perdu leur nationalité palestinienne. Ils sont militants ou cotisants de l'OLP, qui a d'ailleurs des sièges et des ambassades dans tous les pays arabes et dans beaucoup d'autres nations.



## L'OLP et son gouvernement

Votre caractérisation sectaire de l'OLP, dans laquelle vous confondez sa totalité progressiste avec le fait qu'elle a une direction traître, capitularde ou conciliatrice, entraîne plusieurs conséquences. D'abord, en ce qui concerne sa guerre historique, vous ressemblez aux sectaires qui ne voulaient pas soutenir l'Argentine contre l'Angleterre, parce que Galtieri y était au gouvernement.

Mais vous n'êtes pas non plus capables de combattre la direction pour ses véritables capitulations qui, à notre avis, se basent sur l'abandon de la consigne pour une *Palestine laïque, démocratique et non raciste*.

Votre critique, que nous maintenons des illusions parce que nous appelons l'OLP à combattre pour le socialisme, a la même racine.

Cet appel n'est pas notre consigne fondamentale puisque, comme nous l'avons dit, la fondamentale est la récupération de la terre, pour reconstituer la nation, en expulsant les sionistes et en constituant finalement une *Palestine laïque, démocratique et non raciste*. Mais notre appel à l'OLP pour qu'il combatte pour le socialisme, se base sur le fait que nous la considérons comme *une nation un peu spéciale*. Nous disons « OLP socialiste » comme disons « Chili socialiste ». Ce n'est pas une demande adressée à sa direction bourgeoise ou petite-bourgeoise, tout comme, dans le cas du Chili, nous ne le demandons pas à Pinochet. Vous oubliez de signaler que - avec circonspection mais systématiquement, comme nous le faisons avec tout gouvernement bourgeois qui dirige une guerre juste - nous critiquons la direction de l'OLP et nous ne lui offrons aucun soutien politique.

La même confusion vous conduit à nous signaler que nous n'agitons pas la nécessité de construire des partis trotskystes en Palestine et au Moyen-Orient. C'est évident qu'il faut les construire dès maintenant ! Mais la première chose pour les construire, c'est un programme concret. Nous formulons ce programme : le triomphe militaire de l'OLP, s'appuyant sur la mobilisation des masses arabes contre le sionisme, pour détruire l'Etat de celui-ci et pour que les Palestiniens reviennent, c'est-à-dire, l'OLP. C'est le point fondamental. En même temps, il faut faire une OLP qui rompt avec la bourgeoisie, c'est-à-dire, un Etat palestinien qui rompt avec les bourgeoisies arabes et qui

met en pratique la lutte des classes. C'est ce que nous disons systématiquement.

On peut discuter lequel des deux pôles du programme nous devons souligner, si c'est celui de la rupture avec la bourgeoisie ou celui de la destruction de l'Etat d'Israël. Nous pensons que, si nous voulons travailler sur les masses arabes et palestiniennes, le pôle qui s'impose est celui que nous avançons : le front commun de lutte contre les sionistes, à l'intérieur duquel nous réclamons une nouvelle direction. Nous travaillons et nous voulons travailler dans l'OLP avec cette orientation. Elle nous paraît la plus adéquate, pour ne pas dire la seule, pour construire le parti révolutionnaire avec ses meilleurs combattants et avec ses secteurs les plus exploités.

## Table des matières

<b>Cuba.....</b>	<b>3</b>
<i>Après Fidel, quoi ?.....</i>	<i>3</i>
<i>La direction castriste : de l'expropriation à la restauration</i>	<i>18</i>
<i>Le guévarisme et la révolution permanente .</i>	<i>32</i>
<b>Moyen Orient.....</b>	<b>42</b>
<i>La défaite d'Israël au Liban produit un changement qualitatif au</i>	
<i>Moyen-Orient.....</i>	<i>42</i>
<i>Qu'est l'Etat d'Israël et pourquoi faut-il le détruire ?</i>	<i>54</i>
<i>Le chantage de l'antisémitisme.....</i>	<i>67</i>
<i>Nos accords et nos désaccords avec le Hezbollah</i>	<i>69</i>
<i>Une Palestine laïque, démocratique et non raciste</i>	<i>73</i>